

ABDERRAHMANE HADJ NACER, ANCIEN GOUVERNEUR DE LA BANQUE D'ALGÉRIE

«Notre système financier n'est pas en danger»

La crise bancaire qui secoue des établissements bancaires notamment aux Etats-Unis et en Europe n'est qu'un début pour une méga-crise, d'ira d'emblée, Abderrahmane Hadj Nacer, ancien gouverneur de la Banque d'Algérie, tout en rassurant que notre système financier est relativement protégé. P 3



Production et distribution des produits pharmaceutiques

Le ministère dément le blocage des agréments

P2

Projet de loi monétaire et bancaire

Aller de l'avant vers la modernisation

P3

Chronique Eco

Les enjeux d'aujourd'hui, des crises de demain

P 16

Marchandises en souffrance aux ports

Les dossiers seront «étudiés» au cas par cas

Le dossier relatif aux marchandises en souffrance, dans les ports et aéroports, est à l'étude et constitue « une priorité » pour le ministère du Commerce, a affirmé, Souhila Abellache, Chargée d'études et de synthèse auprès du cabinet du ministre.

P2

Répartition du foncier économique, touristique et urbain

Les orientations du président Tebboune

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a ordonné lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche, l'élaboration de trois projets de décrets présidentiels régissant la répartition du foncier économique, touristique et urbain. Tout comme il a ordonné la révision de l'allocation de solidarité des familles démunies

P 5

Après l'annonce surprise de baisse de production

Les prix du pétrole s'envolent

Les prix du pétrole bondissaient, lundi, après l'annonce surprise, par plusieurs grands pays exportateurs – parmi lesquels l'Irak, l'Algérie, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, Oman et le Koweït– d'une réduction de leur production dès le mois de mai, présentée comme une "mesure de précaution" pour stabiliser le marché.

P 4

Contribution

Sobriété ou pauvreté ?

P8/9

MARCHANDISES EN SOUFFRANCE AUX PORTS

Les dossiers seront «étudiés» au cas par cas

Le dossier relatif aux marchandises en souffrance dans les ports et aéroports, est à l'étude et constitue « une priorité » pour le ministère du Commerce, a affirmé, Souhila Abellache, Chargée d'études et de synthèse auprès du cabinet du ministre de tutelle.

Par Slimane T.

« Un comité a été installé au ministère du Commerce pour examiner tous les avis d'arrivée des marchandises en souffrance, pour lesquelles les opérateurs disposent des autorisations d'importations et accélérer leur traitement ». Elle signale l'existence d'opérations d'importations lancées sans domiciliation bancaire, ce qui est « contraire aux dernières instructions ministérielles », rappelle-t-elle. « Les dossiers seront étudiés au cas par cas », prévient la responsable, qui estime « urgent » de débloquent ces marchandises pour éviter davantage de désagréments au niveau des ports et de frais d'immobilisation (surestaries) facturés en devises. La semaine dernière, le ministre du Commerce, Tayeb Zitouni avait assuré que toutes les marchandises importées légalement et bloquées au niveau des ports seront libérées. Il a affirmé que les pratiques bureaucratiques ne doivent pas toucher l'économie nationale. « Tous les produits bloqués, actuellement au niveau des ports et qui ont été importés conformément aux cadres juridiques, c'est-à-dire avec une licence et une domiciliation bancaire, seront libérés et entreront sur les marchés », avait précisé lors de son passage au Forum de

la radio Chaîne 1.

L'importation destinée à la revente en l'état en baisse de 5%

Sur un autre registre, Souhila Abellache a affirmé qu'« il n'y a pas eu d'instruction pour interdire les importations, bien au contraire, car l'importation est indispensable pour fournir la production nationale en intrants ». Avec le ministre du Commerce, Monsieur Tayeb Zitouni, « nous travaillons à dresser un état des lieux de la situation actuelle, par rapport au dispositif mis en place en 2022, pour recadrer l'importation destinée à la revente en l'état », précise l'intervenante. Elle estime cet impact à -5% en 2022 par rapport à l'année précédente.

Interrogée dans l'émission Invitée de la rédaction de la Chaîne 3 de la Radio Algérienne, la responsable rappelle que les opérateurs économiques nationaux sont obligés de faire appel à des importateurs spécialisés dans la revente en l'état, car « le tissu économique algérien est majoritairement composé de petites et moyennes entreprises (PME) et que celles-ci ne sont pas en mesure d'assurer elles-mêmes leurs opérations d'importations d'intrants ». Elle affirme que le recadrage concerne ce point précis et qu'il vise davantage à organiser les importations qu'à les réduire.

La responsable estime que « l'impact du dispositif de recadrage des importations ne dépasse pas les 5% ». Chiffres à l'appui, elle explique : «

nous avons clôturé l'année 2022 avec 38,99 milliards de dollars d'importations. Dans la composition des importations, il faut distinguer trois types : le chapitre équipement, qui n'a pas dépassé 1,82 milliard de dollars l'année écoulée contre 1,79 milliard en 2021, le chapitre fonctionnement, qui pèse aussi sur la balance et qui est passé de 12,49 à 13 milliards entre 2021 et 2022. Vient enfin le chapitre revente en l'état, clôturé à 14,40 milliards de dollars en 2021 contre 13 milliards et demi en 2022 ».

Toujours en chiffres, elle annonce qu'après l'assainissement des registres de commerce de classe 4 dédiés à la revente de produits en l'état, et par l'application du décret 21-94 du 09 mars 2021 qui introduit la spécialisation, le nombre est passé de plus de 41 mille à 14 mille importateurs spécialisés.

La nomenclature des produits accrédités à l'importation a également été enrichie par ce décret, explique la responsable. « On est passé de 11 à 31 groupes », avec une hausse des sous-groupes contenus dans chaque groupe, portant ainsi leur nombre à 102 contre une trentaine avant le décret. Objectif, selon elle, « savoir qui importe quoi et dans quel domaine ». Ceci permet également « d'améliorer le respect des exigences liées à l'importation de tel ou tel produit et d'atteindre une professionnalisation du métier ».

REPRÉSENTATIVITÉ DES SYNDICATS

La date pour communiquer les éléments requis prorogée au 30 avril

La date butoir de déclaration accordée aux organisations syndicales des travailleurs salariés et des employés pour communiquer les éléments d'appréciation de leur représentativité, a été exceptionnellement prorogée au 30 avril, indique lundi un communiqué du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

"Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale porte à la connaissance des organisations syndicales des travailleurs salariés et des employeurs, n'ayant pas communiqué les éléments d'appréciation de leur représentativité syndicale à l'autorité administrative compétente dans les délais impartis, que la date butoir de déclaration a été exceptionnellement prorogée au 30 avril 2023", précise la communiqué.

A cet effet, le ministère met à la disposition des organisations syndicales concernées la plateforme numérique "tamthiliya", accessible via le lien <https://tamthiliya.mtess.gov.dz>.

Le ministère rappelle aux organisations syndicales, qui ne fournissent pas les éléments d'appréciation de leur représentativité dans le délai imparti, qu'elles "peuvent être considérées non représentatives, et ce, conformément aux dispositions de l'article 37 bis de loi n° 90-14 du 2 juin 1990, modifiée et complétée, relative aux modalités d'exercice du droit syndical".

R.N.

PRODUCTION ET DISTRIBUTION DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES

Le ministère dément le blocage des agréments

Le ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique a formellement et catégoriquement démenti, dimanche dans un communiqué, les informations relayées par certains médias faisant état de blocage des agréments de production et de distribution des produits pharmaceutiques, ainsi que des autorisations d'exercice des pharmaciens et des directeurs

techniques.

Le ministère a rappelé dans son communiqué "qu'au lendemain du remaniement opéré par le président de la République, un communiqué a été rendu public adressé à l'ensemble des opérateurs pharmaceutiques les informant de la continuité de toutes les activités inscrites à l'actif de l'ancien ministère de l'Industrie pharmaceutique".

Il a rappelé, également, que "dans un souci de garantir la disponibilité continue des produits pharmaceutiques toutes les activités et missions des structures et des directions continuent à être assurées et toutes les demandes sont traitées et prises en charge", assurant que "toute autre déclaration demeure infondée", ajoute le communiqué.

Le ministère de l'Industrie et

de la Production pharmaceutique, à travers son communiqué, "condamne fermement toutes tentatives de déstabilisation du secteur émanant de parties et de lobbies connus de tous qui n'ont d'autres intérêts que de manipuler l'opinion publique pour exercer leur monopole et porter atteinte au moral des patients et à l'économie nationale".

R.E.

ALGÉRIENNE DES VIANDES ROUGES

Arrivée du deuxième lot de 2500 têtes bovines pour abattage

Un deuxième lot de 2500 têtes bovines pour abattage en provenance du Brésil est arrivé, dimanche et dont la viande sera commercialisée au prix de 1200 DA/kg afin de permettre aux consommateurs de l'acheter avec un prix raisonnable, indique un communiqué du ministère de l'Agriculture et du Développement rural. "Dans le cadre de l'approvisionnement du marché de viandes rouges et sous la supervision du ministère de l'Agriculture et du Développement rural de l'opération d'importation de veaux à travers l'Algérienne

des viandes rouges (ALVIAR), un deuxième bateau chargé de 2500 têtes bovines pour abattage en provenance de l'Amérique latine (Brésil) est arrivé dimanche 2 avril 2023 en vue de commercialiser la viande au prix de 1200 DA/kg et permettre ainsi aux consommateurs de l'acheter à des prix raisonnables", précise la même source.

Un troisième bateau chargé de plus de 3000 têtes bovines pour abattage arrivera en provenance du même pays, a fait savoir le ministère qui a indiqué que "les viandes rouges fraîches et importées de la République dé-

mocratique du Soudan seront commercialisées dans les grandes surfaces et les points de vente relevant de l'ALVIAR à partir de dimanche 2 avril 2023, en attendant la réception régulière d'autres cargaisons".

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural met à la disposition des citoyens le lien "<https://souk.madr.gov.dz>" comportant tous les points de vente répartis sur le territoire national.

R.E.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine
Ibn Ziri Alger
Siège de la rédaction
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité «ANEP» ALGER: PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur
Tél. : (021) 73.76.78 - 73.71.28 - 73.30.43
Fax : (021) 73.95.59 (021) 73.99.19

ABDERRAHMANE HADJ NACER, ANCIEN GOUVERNEUR DE LA BANQUE D'ALGÉRIE

«Notre système financier n'est pas en danger»

La crise bancaire qui secoue des établissements bancaires notamment aux Etats-Unis et en Europe n'est qu'un début pour une méga-crise, d'ira d'embée, Abderrahmane Hadj Nacer, ancien gouverneur de la Banque d'Algérie, tout en rassurant que notre système financier est relativement protégé.

Par Zahir R

«Aujourd'hui ce qu'en vit avec la faillite de la Silicon Valley Bank, Crédit Suisse, et Deutsche Bank n'est qu'un début pour préparer les gens à une méga-crise. Cette crise bancaire n'est qu'un effet d'enterrement pour se préparer à l'instabilité», détaille-t-il lors de son passage au Forum d'EL Moudjahid. En termes clairs, la guerre d'aujourd'hui en Ukraine, c'est pour la préparation du futur monde. En expliquant le dollar est devenu la monnaie de la peur, en passant du papier vert vers la brutalité, Hadj Nacer a indiqué que «la véritable raison pour la guerre en Ukraine c'est de maintenir le dollar comme une monnaie de change par les Etats-Unis». Et également, ajoute-t-il, pour trouver des sources financières pour le remboursement de la dette importante avoisinant les 20 000 milliards de dollars ! Actuellement, il n'y a aucune possibilité pour le remboursement de cette dette, affirme-t-il, donc c'est la faillite. Une chose que les Américains n'accepteront jamais et n'arrangera beaucoup de pays, dont la Chine. C'est pour cela, il faut une guerre en Ukraine et la do-

mination de l'Europe pour prendre de l'argent de ces pays, à l'instar de l'Allemagne et autres, en leur vendant des armes et du gaz à des prix exorbitants. Concernant notre pays, l'intervenant a indiqué que notre système financier n'est pas en danger, puisque il est administré et on ne donne pas de crédits sans garanties. Donc, assure-t-il, «nous sommes relativement protégés». Sur un autre registre, l'ancien gouverneur de la Banque d'Algérie, a indiqué que cette conjoncture est extrêmement favorable pour l'Algérie pour se positionner sur l'échiquier mondial et surtout jouer un rôle important dans sa réindustrialisation à travers la délocalisation de plusieurs industries et activités des pays de l'UE notamment et de tirer des IDEs. Pour cet économiste, «toutes les industries basées actuellement à Londres notamment le verre, la pétrochimie, le pharmaceutique doivent être ici en Algérie. Nous avons tous les atouts nécessaires pour les capter en Algérie, un positionnement géographique centrale, disponibilité du gaz à prix compétitif, une main d'œuvre qualifiée, des infrastructures de bases. En clair, c'est une opportunité exceptionnelle à saisir. Mais nous ne devons pas rester les bras croisés. Un grand travail

doit être consenti en matière de la communication et surtout de présenter un cadre réglementaire stable pour au moins une vingtaine d'années, des lois pour protéger et assurer les investisseurs». Et d'ajouter : «Si nous voulons avoir notre part, nous devons changer la façon de penser et d'œuvrer au partage de la valeur. On doit tout simplement s'inspirer du modèle chinois dans ce cadre là». La diversification de l'économie nationale devient impératif et l'Algérie est appelée à mettre en place un nouveau modèle économie. «Nos faiblesses sont connues dans ce domaine là. L'Algérie est pays en mesure de devenir autonome dans plusieurs domaines notamment alimentaire», dira-t-il, en recommandant de libérer l'acte d'investir et d'entreprendre, tout en revalorisant la notion du travail. Pour lui, «pas d'alternatif au travail et on doit s'insérer du modèle de l'Iran et Cuba, deux pays sous l'embargo depuis des années, mais ils ont su faire face et relever le défi de l'auto-suffisance dans plusieurs domaines». L'autre problématique, dont le gouvernement doit s'attaquer en urgence c'est la libération des prix, en mettant fin au système des subventions. La révision de ce dernier s'impose, puisque, l'économie se repose sur l'équilibre des prix.

EMPLOI

Mise en place d'un mécanisme numérique de coordination

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb a révélé lundi à Alger la mise en place d'un mécanisme numérique de coordination entre son secteur et le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ) pour renforcer la prise en charge des préoccupations de cette catégorie, notamment celles relatives à l'emploi. Dans une déclaration à la presse à l'issue de sa rencontre avec le président du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, M. Bentaleb a affirmé que ce mécanisme est à même d'établir des liens de coordination entre les deux parties afin de renforcer la prise en charge des préoccupations des jeunes, notamment dans le domaine de l'emploi. Le ministre a souligné à ce propos que ce mécanisme permettra de fournir des données sur les mesures mises en place par l'Etat dans le domaine de la promotion de l'emploi. De son côté, M. Hidaoui a expliqué que cette rencontre s'inscrit dans le cadre d'une série de rencontres programmées par le Conseil avec les différents secteurs concernés par le domaine de la jeunesse afin de s'informer, a-t-il dit, sur «les efforts de l'Etat en matière de prise en charge des différentes préoccupations de cette catégorie de la société». Il a estimé que le mécanisme de coordination numérique qui sera lancé contribuera à l'amélioration de la qualité de la prise en charge des préoccupations des jeunes et à la facilitation de l'accès du CSJ aux différentes données dans ce domaine.

OUVERTURE DU CAPITAL DES BANQUES PUBLIQUES

Accélérer le processus

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a présidé dimanche une réunion du Conseil des ministres lors de laquelle il a ordonné d'accélérer le processus d'ouverture du capital des banques publiques suivant une méthode scientifique et savamment étudiée qui encourage le changement de l'ancien mode de gouvernance, reposant actuellement sur l'administration au lieu de l'efficacité économique, a indiqué un communiqué du Conseil des ministres. Concernant l'état d'avancement du dossier lié à l'ouverture du capital des banques publiques, le Président Tebboune a insisté sur le principe de transparence pour engager la réforme financière et s'adapter aux mutations internationales dans ce secteur, pilier de l'économie nationale, lit-on dans le communiqué. Le président de la République a également donné des instructions à l'effet d'accélérer le processus d'ouverture du capital des banques publiques suivant une méthode scientifique et savamment étudiée qui encourage le changement de l'ancien mode de gouvernance, reposant actuellement sur l'administration au lieu de l'efficacité économique.

Par ailleurs et concernant un exposé sur la Banque de l'habitat et l'ouverture de banques algériennes à l'étranger, le Chef de l'Etat a insisté sur l'accélération de l'opération d'ouverture des banques algériennes à l'étranger, en veillant à parachever toutes les procédures selon une approche nouvelle et efficace, ajoute la même source. Le président de la République a également ordonné de «rattraper le retard accusé dans le lancement de la banque de l'habitat par la réduction des délais arrêtés pour son entrée en service». Le SG de l'ABEF Lazhar Latrèche avait fait savoir que deux banques seront créées en Afrique (Sénégal et Mauritanie) et d'une autre banque «BEA internationale» en France. Les dossiers sont finalisés et demandes sont en cours de traitement par les régulateurs. «Nous souhaitons avoir des réponses dans les meilleurs délais afin de lancer officiellement ces banques à l'international», souligne-t-il. Le souci de l'Abef est d'accompagner toutes les entreprises algériennes dans leurs opérations d'exportations de marchandises et services.

S.R.

PROJET DE LOI MONÉTAIRE ET BANCAIRE

Aller de l'avant vers la modernisation

Le ministre des Finances, Laziz Faïd a présenté, ce lundi, à l'Assemblée populaire nationale (APN) le projet de loi monétaire et bancaire qui permettra d'aller de l'avant dans la modernisation du système bancaire en vue d'assurer un climat favorable aux opérateurs économiques et de mettre à leur disposition tous les outils bancaires modernes. Lors d'une plénière sous la présidence du vice-président, Ghali Lansari en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar, M. Faïd a indiqué que cette loi «permettra d'aller de l'avant vers la modernisation du système bancaire pour s'adapter aux développements actuels et futures, notamment dans son volet technologique en vue d'assurer un climat favorable aux opérateurs économiques et mettre à leur disposition des outils bancaires modernes». Ce projet de loi constitue «un nouveau jalon qui s'ajoute à une série de réformes initiées par l'Algérie, d'autant plus que la nouvelle loi comprend des mesures efficaces en matière de facilitation et de rapidité des opérations financières, une chose essentielle et importante pour de nombreux investisseurs et patrons d'entreprises, notamment après la promulgation de la nouvelle loi sur l'investissement».

Le ministre a rappelé que le projet de loi s'inscrit dans le cadre des 54 engagements du Président de la République concernant les grandes réformes de la gouvernance financière en Algérie, relevant qu'en dépit «des réformes du système bancaire en Algérie, ce dernier fait face à de grands défis et pâtit d'insuffisance ce qui exige la poursuite des réformes pour s'adapter aux mutations et changements que connaît le climat bancaire local et international». Le nouveau projet de loi, explique le ministre, intervient justement pour couvrir les aspects à développer à travers ses dispositions, lesquelles permettront de moderniser le système bancaire, renforcer ses missions de réglementation et de contrôle, en plus de lui permettre d'être au diapason des méthodes en vigueur dans les banques centrales au plan international. Présentant les développements majeurs apportés par ce projet, M. Faïd a précisé que ces nouveautés incluent le renforcement de la gouvernance de la Banque d'Algérie (BA), via plusieurs volets notamment le retour au système de mandat pour l'exercice de la fonction de Gouverneur et des vice-gouverneurs de la BA, renouvelable une seule fois seulement. Ce retour confèrera davantage de crédibilité, réalisera la stabilité dans la

gestion et une plus grande indépendance de la BA dans l'accomplissement de ses missions. Dans ce cadre, le ministre a également évoqué la création d'une commission nationale chargée de mettre sur pied un projet de stratégie nationale de développement des moyens de paiement. Outre l'élargissement des missions de la BA en matière de sécurité, de contrôle des systèmes de paiement pour englober la compensation, le règlement et les instruments financiers, le projet élargira les prérogatives conférées au Conseil de la monnaie et du crédit (CMC) pour lui permettre d'accompagner les mutations de l'écosystème bancaire. En vue de renforcer les mécanismes de suivi et de contrôle, le texte propose la création de nouveaux comités notamment celui de la stabilité financière, lesquels seront chargés du contrôle macro-prudentiel et de la gestion des crises, dont la mission principale consiste à élaborer un rapport annuel sur ses activités, à soumettre au Président de la République. Par ailleurs, le nouveau texte consacre le financement islamique et la finance verte de par ses nombreuses dispositions.

R.E.

APRÈS L'ANNONCE SURPRISE DE BAISSSES DE PRODUCTION Les prix du pétrole s'envolent

Les prix du pétrole bondissaient, lundi, après l'annonce surprise par plusieurs grands pays exportateurs – parmi lesquels l'Irak, l'Algérie, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, Oman et le Koweït – d'une réduction de leur production dès le mois de mai, présentée comme une "mesure de précaution" pour stabiliser le marché.

Par R E/Agence

ANAM

Mourad Hanifi, nouveau président

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab a présidé, dimanche, la cérémonie d'installation de M. Mourad Hanifi, dans ses nouvelles fonctions de président de l'Agence nationale des activités minières (ANAM), a indiqué un communiqué du ministère.

La cérémonie d'installation s'est déroulée au siège de l'ANAM en présence du PDG du groupe industriel minier Manadim El Djazair (Manal) et des cadres du ministère de l'Energie et des Mines et de l'Agence, précise la même source.

M. Hanifi a occupé de nombreux postes, dont ingénieur d'Etat en géologie minière au ministère de l'Energie et des Mines, Directeur des sondages miniers, Secrétaire général de l'Agence nationale du patrimoine minier, Secrétaire général par intérim au ministère de l'Energie, et Directeur général des Mines au ministère de l'Energie et des Mines, le dernier poste qu'il a occupé, a ajouté le communiqué. S'exprimant à l'occasion, le ministre a mis en exergue "le dévouement de M. Hanifi dans l'exercice de ses fonctions tout au long de son parcours professionnel qui témoigne de son sérieux et de sa compétence", affirmant "la confiance placée en lui, et la certitude qu'il ne ménagera aucun effort et veillera à exécuter ses nouvelles missions à la tête de l'ANAM", selon la même source.

M. Arkab a, par la même, salué les réalisations de M. Smail El-Djouzi, président par intérim de l'ANAM, ainsi que son "dévouement au travail et ses grands efforts déployés en exerçant ses fonctions".

Les prix du pétrole ont bondi, lundi 3 avril, après l'annonce inattendu de plusieurs pays exportateurs de réduire drastiquement leur production. Dans les premiers échanges en Asie, le prix du baril de WTI américain grimpait de 5,74 % à 80,01 dollars et celui du baril de Brent de la mer du Nord de 5,67 % à 84,42 dollars.

Cette coupe annoncée dimanche par l'Irak, l'Algérie, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, Oman et le Koweït débutera en mai et perdurera jusqu'à la fin de l'année. Elle signifie au total une baisse de la production d'environ un million de barils par jour (bpj), soit la plus importante réduction depuis octobre.

Riyad va réduire sa production de 500 000 bpj, l'Irak de 211 000 bpj, les Émirats de 144 000 bpj, le Koweït de 128 000 bpj, l'Algérie de 48 000 bpj et Oman de 40 000 bpj, ont déclaré chaque pays via leurs agences de presse officielles respectives. Ces baisses auront toutes lieu à partir de mai jusqu'à fin 2023. Elles ont lieu "en coordination avec certains pays membres de l'Opep et non membres de l'Opep", selon le ministère algérien de l'Energie.

"Élément de surprise"

Ces annonces sont intervenues alors que doit se tenir lundi une réunion par visioconférence du Comité ministériel conjoint de suivi (JMMC), un panel de l'Organisation des pays exportateurs de

pétrole et de leurs alliés (Opep+).

En février, les membres du JMMC avaient "réaffirmé leur engagement" envers l'accord décidé en octobre, qui les avait engagés à une coupe drastique de leur production de deux millions de bpj pour soutenir les prix. Il s'agissait alors de la plus importante réduction depuis le début de la pandémie de Covid-19.

Cette nouvelle baisse de la production, qui s'ajoute à celle décidée en octobre, intervient malgré des appels des États-Unis à augmenter le nombre de bpj, sur fond d'inflation galopante alors que la Chine, le pays le plus gourmand en or noir, rouvre son économie après s'être repliée sur elle-même pendant la pandémie de Covid-19.

L'annonce d'octobre avait été vécue comme un canouflet par Washington qui redoutait une envolée des prix des carburants sur fond d'inflation élevée. Cette nouvelle coupe "intervient après que les prix du pétrole ont atteint en mars leur plus bas niveau en deux ans (...) à moins de 80 dollars pour le baril de Brent, un niveau inacceptable pour les membres de l'Opep+", explique à l'AFP Ibrahim al-Ghiani, expert du marché pétrolier, basé aux Émirats. Les réductions "changeront les mécanismes du marché et soutiendront les prix au-delà de leur niveau actuel", assure-t-il.

La demande en pétrole est menacée par "la perspective d'une haute inflation et des pressions récessionnistes", signale Yésar al-Maleki, analyste au Middle East Economic Survey, mettant lui aussi en cause les remous suscités par la faillite de la banque américaine SVB et le sauvetage de Credit

Suisse. Si la nouvelle baisse "n'est pas entièrement inattendue", affirme l'expert, elle "comporte un élément de surprise, en ce qui concerne les volumes", car ceux-ci "s'ajoutent à la coupe de 2 millions de bpj consentie en octobre 2022 et prolongée jusqu'à fin 2023."

"Incertitude"

Moscou a ainsi annoncé – par la voix de son vice-Premier ministre chargé de l'Energie, Alexandre Novak – continuer à réduire sa production de pétrole brut de 500 000 bpj jusqu'à la fin de l'année. Membre de l'Opep+, Alexandre Novak a évoqué une période d'"incertitude" sur le marché de l'or noir, évoquant une "action responsable et préventive". Il s'agit d'une "mesure de précaution visant à soutenir la stabilité du marché pétrolier", a déclaré pour sa part un haut responsable du ministère saoudien de l'Energie, cité par l'agence saoudienne SPA. Le ministre émirati de l'Energie Souhail ben Mohammed al-Mazrouei a évoqué, quant à lui, "une initiative volontaire", selon l'agence de presse officielle émiratie WAM.

Les mêmes termes ont été peu ou prou repris par le ministère algérien de l'Energie, pour qui la baisse relève d'une "réduction volontaire" et d'une "mesure préventive", d'après l'agence algérienne APS.

L'Opep, créée en 1960 et siégeant à Vienne, vise à "coordonner les politiques pétrolières" de ses membres pour assurer "des prix équitables et stables aux producteurs". Elle a formé l'Opep+ en incluant de nouveaux alliés, dont la Russie et Oman.

STABILISATION DU MARCHÉ PÉTROLIER

Des pays producteurs procèdent à des coupes volontaires

Plusieurs pays producteurs de pétrole, membres de l'Opep+, ont annoncé dimanche, la réduction volontaire de leur production à partir de mai prochain jusqu'à la fin de l'année en cours, une mesure "préventive", dont l'objectif est de "stabiliser le marché".

A cet effet, l'Algérie, a annoncé une réduction "volontaire" de son quota de production de pétrole de 48.000 barils/jour, à partir de mai prochain et jusqu'à la fin de l'année en cours, en coordination avec certains pays membres de l'OPEP et non-Opep", a indiqué un communiqué du minis-

tère de l'Energie et des Mines, ajoutant que "cette réduction volontaire est une mesure préventive qui s'ajoute à la réduction de la production convenue lors de la 33e réunion ministérielle OPEP et non-OPEP du 5 octobre 2022".

L'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Koweït ont également annoncé une réduction de leur production de pétrole qui vise à "stabiliser le marché". Les trois pays réduiront leur production d'un total de 772.000 barils/jour dès mai prochain et ce, jusqu'à la fin de l'année en cours, ont déclaré les trois pays du Golfe dans des

communiqués publiés par leurs médias officiels respectifs.

"Il s'agit d'une mesure de précaution visant à soutenir la stabilité du marché pétrolier", a indiqué un haut responsable du ministère saoudien de l'Energie, dont le pays réduira seul un quota de 500.000 barils/jour. La Russie va prolonger, de son côté, la réduction de sa production de pétrole brut de 500.000 barils par jour jusqu'à la fin de l'année en cours, a annoncé son vice-Premier ministre chargé de l'Energie, Alexandre Novak. "A titre d'action responsable et préventive, la Russie met en œuvre une réduction volontaire

de 500.000 barils par jour jusqu'à fin 2023 par rapport au niveau de production moyen de février", a indiqué M. Novak, cité dans un communiqué.

L'Irak, l'un des principaux pays producteurs de pétrole, a également annoncé dimanche une réduction de 211.000 bpj de sa production à partir du 1er mai. Le Sultanat d'Oman a aussi annoncé qu'il réduira de 40.000 barils/jour sa production à partir du mois de mai prochain.

R E

LE MINISTRE DE L'ENERGIE ET DES MINES L'A DÉCLARÉ

«Les conditions du marché appellent à la prudence»

Le Ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed ARKAB, a participé, ce lundi, par visioconférence, aux travaux de la 48ème réunion du Comité ministériel conjoint de suivi (JMMC). La réunion du JMMC était consacrée à l'examen des conditions et les perspectives d'évolution à court terme du marché mondial du pétrole ainsi que le respect des engagements volontaires de limitation de la production des pays de la Déclaration de Coopération pour les mois de janvier et février 2023.

À l'issue de cette réunion, le Ministre de l'Energie et des Mines a déclaré que : « Sur la base des données mensuelles qui nous ont été présentées, nous avons relevé avec satisfaction que les pays membres de l'OPEP+ ont parfaitement respecté leur niveau de production requis et ce, conformément

à la décision prise le 05 octobre 2022 de réduire notre offre globale de 2 Mb/j, et nous avons également discuté des développements récents observés sur le marché pétrolier international et ses perspectives d'évolution à court terme ».

« Malgré des signaux positifs en provenance de Chine, les conditions du marché appellent à la prudence. Les incertitudes autour de la croissance économique mondiale pourraient conduire à un ralentissement de la demande de pétrole. Le marché pétrolier est largement approvisionné alors que les stocks commerciaux sont revenus à leur plus haut niveau depuis deux ans », ajoute le ministre. « Au terme de nos discussions, certains pays membres de l'OPEP et non membres de l'OPEP dans la déclaration de coopération, ont décidé,

de manière préventive et afin d'assurer la stabilité du marché pétrolier, de procéder à une réduction volontaire de leur production qui s'ajoute à celle convenue lors de la 33e réunion ministérielle OPEP et non-OPEP du 5 octobre 2022 ». « Ainsi, entre mai et décembre 2023, l'Algérie réduira volontairement sa production d'un volume supplémentaire de 48 000 b/j » a-t-il encore expliqué.

Enfin, le JMMC a décidé se réunir le 04 juin 2023 pour examiner le respect des engagements de baisse de la production des pays de l'OPEP+ et pour évaluer la situation du marché pétrolier international.

R E.

RÉPARTITION DU FONCIER ÉCONOMIQUE, TOURISTIQUE ET URBAIN

Les orientations du président Tebboune

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a ordonné lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche, l'élaboration de trois projets de décrets présidentiels régissant la répartition du foncier économique, touristique et urbain. Tout comme il a ordonné la révision de l'allocation de solidarité des familles démunies

Par Reda Hadi

Sagissant des modalités d'octroi du foncier économique relevant des domaines privés de l'Etat destiné à l'investissement, le Président de la République a ordonné l'élaboration de trois projets de décrets présidentiels régissant la répartition du foncier économique, touristique et urbain et de préciser que "la création, l'organisation et la gestion des zones industrielles doivent répondre à une nouvelle vision qui attire les investissements, y compris les investissements privés"

Il a en outre relevé la nécessité de faire la dis-

inction entre les investissements économiques, touristiques et urbains, gérés par les agences foncières, afin de consacrer la transparence et d'atteindre l'efficacité économique.

Par ailleurs, le Président Tebboune a enjoint au ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville de préparer un exposé à présenter devant le Conseil des ministres, sur les perspectives de la nouvelle ville de Boughezoul, afin d'entamer son urbanisation et son exploitation optimale, d'autant que le projet est sans âme depuis son lancement il y a des décennies.

Sur le plan social, le Président a instruit à ce que le fonds de pension alimentaire pour les femmes divorcées doit rester sous la tutelle et l'autorité du ministère de la Justice.

La mise en œuvre des dispositions et mesures de gestion du fonds au niveau local relève également du ressort du ministère de la Justice.

Le Président de la République a ordonné la révision de l'allocation de solidarité au profit des familles démunies, estimée actuellement à 3.000 DA, dans le cadre de la préservation de la dignité de nos concitoyens de toutes catégories et de la protection du pouvoir d'achat.

Avec cette dernière mesure, des sources affirment, qu'il s'agit en fait d'une certaine équité entre les citoyens dans la lutte du renforcement du pouvoir d'achat. En ce sens, le Président en a fait une affaire importante pour que les algériens aient une vie décente, et d'élever le niveau et la qualité de vie.

EMPLOI

Vers la mise en place d'un mécanisme numérique de coordination

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaieb a révélé lundi à Alger la mise en place d'un mécanisme numérique de coordination entre son secteur et le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ) pour renforcer la prise en charge des préoccupations de cette catégorie, notamment celles relatives à l'emploi. Dans une déclaration à la presse à l'issue de sa rencontre avec le président du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, M. Bentaieb a affirmé que ce mécanisme est à même

d'établir des liens de coordination entre les deux parties afin de renforcer la prise en charge des préoccupations des jeunes, notamment dans le domaine de l'emploi. Le ministre a souligné à ce propos que ce mécanisme permettra de fournir des données sur les mesures mises en place par l'Etat dans le domaine de la promotion de l'emploi.

De son côté, M. Hidaoui a expliqué que cette rencontre s'inscrit dans le cadre d'une série de rencontres programmées par le Conseil avec les différents secteurs concernés par le domaine de la jeunesse

afin de s'informer, a-t-il dit, sur "les efforts de l'Etat en matière de prise en charge des différentes préoccupations de cette catégorie de la société".

Il a estimé que le mécanisme de coordination numérique qui sera lancé contribuera à l'amélioration de la qualité de la prise en charge des préoccupations des jeunes et à la facilitation de l'accès du CSJ aux différentes données dans ce domaine.

R. E.

ALGÉRIE POSTE

Près de 605 milliards de DA injectés durant le mois de mars

Près de 605 milliards de DA ont été injectés à travers tous les bureaux de l'entreprise Algérie Poste durant le mois de mars dernier pour le versement des augmentations des salaires, des pensions de retraite et de l'allocation chômage y compris les augmentations à effet rétroactif, a annoncé, dimanche à Alger, le directeur général de l'entreprise, Louai Zaidi. Invité du forum du quotidien El Moudjahid, M. Zaidi a précisé qu'en prévision «des augmentations des salaires des employés, des pensions de retraite et de l'allocation chômage décidées auparavant, près de 605 milliards de DA ont été injectés à travers les bureaux de poste de l'entreprise, soit une hausse de près de 150 milliards de DA par rapport à la même période en 2022 où la liquidité injectée dans les bureaux de poste s'est élevée à 464 milliards de DA».

Le versement de ce montant sur les

comptes des bénéficiaires s'est déroulé sans aucune défaillance, a rassuré le responsable qui a ajouté que l'opération a été effectuée en coordination avec les services de la Banque d'Algérie «en un temps record».

Concernant les opérations de retrait d'argent par les clients d'Algérie Poste à la veille du mois de Ramadhan, le responsable a indiqué que «230 milliards de DA ont été retirés à travers 200 distributeurs automatiques, le premier vendredi de ce mois sacré ayant enregistré le retrait de 9 milliards de DA en une demi-journée seulement», a fait savoir le responsable qui a souligné que les bureaux d'Algérie Poste resteront ouverts durant la nuit à partir des dix derniers jours de Ramadhan.

«Le travail est en cours pour renforcer la performance de l'entreprise en termes de prestations fournies aux clients, notamment après avoir parvenu à distribuer

plus de 10 millions de cartes magnétiques Eddahabia, dont 1,6 million nouvelles cartes», a-t-il affirmé.

Il a évoqué en outre l'application BaridiMob qui compte près de 2 millions d'abonnés, relevant que des efforts étaient fournis pour diversifier ses services pour englober les besoins quotidiens des citoyens.

S'agissant du parc de l'établissement, M. Zaidi a fait état de «4.200 bureaux de poste, y compris les bureaux situés dans les dix nouvelles wilayas du Sud», relevant que l'entreprise œuvrait au renforcement de la qualité des services proposés aux citoyens, à l'instar de la formation des employés notamment ceux chargés de recevoir les clients au niveau des guichets. Pour ce qui est des guichets électroniques, M. Zaidi a évoqué «l'existence de 2.800 guichets en 2023, soit une hausse de 400 guichets par rapport à l'année dernière», soulignant «le lancement d'un nouveau

distributeur à Bach Djerrah (Alger) dans les prochaines 48 heures».

Cette hausse, dit-il, s'inscrit dans le cadre de la politique du rapprochement des services de l'établissement du citoyen.

Le DG d'Algérie Poste a également mis l'accent sur «des efforts incessants de l'établissement visant à accéder au monde de la numérisation par la grande porte, notamment via les services de l'application BaridiMob, mais aussi à améliorer les services de façon générale en réduisant, à titre d'exemple, le temps d'attente des clients au niveau des bureaux».

Dans le même contexte, M. Zaidi a souligné que «les pannes survenues au niveau des distributeurs automatiques ne sont pas liées, exclusivement, à l'établissement, bien que les efforts soient toujours déployés en vue d'y remédier à l'avenir».

OPEP+

L'Algérie réduira son quota de 48.000 barils/jour à partir de mai

L'Algérie procèdera à une réduction "volontaire" de son quota de production de pétrole de 48.000 barils/jour, à partir de mai prochain et jusqu'à la fin de l'année en cours, en coordination avec certains pays membres de l'OPEP et non-Opep, a indiqué le ministère de l'Energie et des Mines dimanche dans un communiqué.

"L'Algérie procèdera à une réduction volontaire de 48.000 barils par jour, de mai à fin 2023, en coordination avec certains pays membres de l'OPEP et non membres de l'OPEP dans la déclaration de coopération", a fait savoir la même source.

"Cette réduction volontaire est une mesure préventive qui s'ajoute à la réduction de la production convenue lors de la 33e réunion ministérielle OPEP et non-OPEP du 5 octobre 2022", souligne le communiqué.

R. E.

NUMÉRISATION DU SECTEUR DES FINANCES

Concrétiser le projet dans un délai maximal de 6 mois

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a présidé dimanche une réunion du Conseil des ministres lors de laquelle il a donné des instructions à l'effet de concrétiser le projet de numérisation des Domaines, des Impôts et des Douanes, dans un délai de six (6) mois au maximum, et ce à titre de première phase avant la numérisation globale, a indiqué un communiqué du Conseil des ministres.

"Le président de la République a enjoint aux ministres des Finances et de la Numérisation de concrétiser le projet de numérisation dans les secteurs précités, dans un délai de six (6) mois au maximum, et ce à titre de première phase avant la numérisation globale", lit-on dans le communiqué.

Le Président Tebboune a également ordonné la mise en

place, "dans l'immédiat et en urgence", d'une banque de données algérienne par le ministère des Finances, afin de faciliter aux différents services de l'Etat, l'exercice de leurs fonctions et l'accomplissement de leurs devoirs envers leurs citoyens, "de la manière la plus efficace".

A ce titre, il a instruit à l'effet de recourir pour la réalisation de cet objectif "vital pour l'Etat" aux meilleurs experts, compétences nationales et bureaux d'études internationaux. Le président de la République a affirmé que "l'objectif de la numérisation n'est pas seulement de moderniser les transactions administratives, mais relève de la sécurité nationale et vise à servir le citoyen, notamment à travers la définition exacte des biens de l'Etat et des individus".

TOUGGOURT

Entrée en production d'une unité de fusion et de transformation des produits ferreux à Témacine

Une unité de fusion et de transformation des produits ferreux ayant bénéficié de la levée d'obstacles est entrée en production effective dans la commune de Témacine, wilaya de Tougourt, a-t-on appris dimanche auprès de la direction de l'Industrie (DI). S'étendant sur une surface globale de 24 ha, cette unité, d'une capacité de production de 200.000 tonnes/an de différents produits, barres d'armature, fil d'acier et rond à béton, a la faveur de ses différentes installations, a indiqué le directeur de l'Industrie, Hocine Hammel. Constituant une valeur ajoutée à l'économie et au développement local, cette entité privée qui a généré plus de 300 emplois, assure la couverture en produits ferreux du marché local et de six wilayas du Sud-Est du pays, a fait savoir le même responsable. Cette unité, dont les travaux de réalisation ont été lancés en 2017, fait partie d'une dizaine d'autres projets d'investissement ayant bénéficié de la levée d'obstacles pour relancer la production industrielle dans la région.

GHARDAÏA

Lancement de deux chantiers de réhabilitation du patrimoine culturel début avril

Deux chantiers de restauration et réhabilitation des monuments ancestraux d'une grande valeur historique, culturelle et touristique dans la wilaya de Ghardaïa, seront entamés début avril courant, a révélé dimanche à l'APS le directeur de la Culture et des arts de la wilaya.

Les deux édifices anciens, à savoir la Mosquée d'El Khafian à Ghardaïa et le système ancestral de partage des eaux au lieu-dit "Litmenza" à El Atef, sont aujourd'hui de véritables témoins monumentaux qui renseignent le visiteur sur l'histoire séculaire de la région de Ghardaïa qui s'est illustrée, par le passé, à la fois par le rayonnement culturel et religieux ainsi que par l'organisation studieuse de partage des eaux de l'oued pour l'irrigation des jardins et palmeraies, souligné Abdeljebar Belachen.

Ces deux chantiers de réhabilitation de ces deux monuments, interviennent au terme de l'achèvement des études de réhabilitation qui ont déterminé les dysfonctionnements à l'origine de la dégradation de ces monuments ancestraux et proposé des solutions pour la sauvegarde de ces biens patrimoniaux, a expliqué M. Belachen.

Et d'ajouter que les travaux de réhabilitation et de traitement du bâti menaçant ruine de ces monuments pour un coût de 100 millions de dinars, s'inscrivent dans le cadre des efforts consentis par les pouvoirs publics visant la réhabilitation et la préservation du patrimoine matériel et immatériel, historique, culturel ainsi que l'amélioration des conditions de vie de la population de cette région dans le but de hausser son attractivité touristique considérée comme une source pour le développement de l'économie locale. D'autres projets de travaux de restauration seront lancés prochainement, après achèvement de procédures administratives, particulièrement la réhabilitation de la "séguia Sidi Slimane" et le Ksar de Metlili dans la commune de Metlili ainsi que les Portes et murailles de clôture qui entourent l'ancien Ksar de Daya Ben Dahoua éponyme de la commune, a détaillé M. Belachen. Le programme de restauration et de réhabilitation des monuments ancestraux et historiques s'inscrit dans le cadre des efforts des pouvoirs publics visant la préservation du patrimoine historique et culturel Oasien omniprésent dans la région de Ghardaïa dont la vallée du M'Zab classée patrimoine universel ainsi que la promotion touristique de la région.

ORAN

Récupération de 10 tonnes de papiers d'établissements d'enseignement par mois

L'EPIC CET Oran récupère mensuellement une moyenne de 10 tonnes de papiers, grâce aux conventions qu'elle avait signées avec des établissements universitaires et scolaires il y a quelques mois, a-t-on appris auprès de cette entreprise qui gère les centres d'enfouissement technique de la wilaya.

L'activité de récupération des déchets valorisables a été reprise par cette entreprise publique il y a quelques mois, après un arrêt qui a duré plus de deux ans, à cause de la crise sanitaire liée au Covid-19, a indiqué la cheffe du bureau valorisation de cette même entreprise, Amina El Mogherbi.

"Après la reprise, nous avons renouvelé les

conventions avec certaines universités et un nombre d'établissements scolaires", a-t-elle fait savoir, ajoutant qu'il s'agit de l'université des sciences et technologie (USTO), l'Ecole supérieure d'économie et l'Ecole supérieure de biologie, ainsi qu'une quarantaine d'établissements scolaires, en plus de la Caisse nationale des congés payés et du chômage intempéries. S'agissant des établissements scolaires, qui ont bénéficié de 400

bacs (une dizaine pour chaque école) pour la récupération de leurs déchets valorisables, papier et plastique notamment, Mme El Mogherbi a affirmé que le but est plus pédagogique qu'économique.

"Les 40 écoles nous permettent de récupérer chaque 500 kg de papier par mois", a-t-elle souligné, affirmant qu'il s'agit surtout d'inculquer la culture du tri sélectif et de la valorisation aux jeunes générations.

BATNA

Hausse prévisionnelle de la production électrique, en 2023

Huit (8) équipements électriques d'une capacité de production globale de 480 mégavoltampères devraient être réalisés courant 2023 à Batna pour assurer une alimentation régulière de sa population en électricité et partant améliorer la qualité du service public et encourager le développement économique au niveau local.

En effet, sept (7) transformateurs électriques sont programmés, cette année à Batna-Ouest, Hamla, N'gaous et Aïn Touta en sus d'une (1) cabine mobile de transformation électrique dans la zone industrielle de Djerma, d'une capacité de 300 mégavoltampères (MVA), détaille le directeur local de l'Energie et des mines, Abdelhamid Maafa. Une fois réalisés, les huit (8) projets permettraient d'augmenter la capacité de production électrique de la wilaya à 1.350 mégavoltampères, selon Maafa qui rappelle qu'actuellement les capacités électriques de Batna s'élèvent à 870 mégavoltampères produits par 14 transformateurs électriques et sept (7) cabines mobiles. Le directeur local de l'Energie fait également part du projet de réalisation d'un transformateur électrique de 30/60 kilovolts (KV) dans la commune de Zana El Beida, d'une capacité de production de 80 mégawatts, devant permettre d'améliorer la qualité du service public au profit de la population relevant de la zone nord de la wilaya. La mise sur pied de l'ensemble de ces projets profitera aux habitants de Batna mais aussi aux agriculteurs, investisseurs et aux industriels de la région, tient à souligner Maafa. De plus, Batna mise beaucoup sur l'énergie solaire pour produire de l'électricité. Il est prévu, à ce titre, la réalisation en 2024 de deux stations solaires dans

les communes de Merouana et Ouled Fadel pour une capacité globale de 160 mégawatts (MW), soit 80 mégawatts chacune. Batna qui a vu en 2022, la mise en service de plusieurs projets dans le domaine de l'électricité a réussi à assurer une alimentation régulière de sa population en la matière et améliorer la qualité du service public, voire répondre aux besoins des investisseurs agricoles et industriels, selon Maafa.

Les besoins en électricité satisfaits

Plusieurs facteurs étaient derrière cette bonne performance dont l'entrée en service de transformateurs électriques et le renforcement du réseau de transport d'électricité par un transformateur principal 220/400 KV dans la commune de Sidi Mancer, explique le directeur de l'Energie. Les capacités du transformateur principal peuvent atteindre jusqu'à 600 MVA. Sa réalisation a nécessité une enveloppe financière de 5,3 milliards DA. Il assure le transport de 220 KV pour Batna et relie la zone Est du réseau électrique local au réseau national. Aussi, un apport supplémentaire en énergie électrique pouvant atteindre 400 KV est assuré par ce transformateur principal, et ce, à partir de la station de production électrique de la commune de Remila (Khenchela), garantissant ainsi l'approvisionnement de la wilaya de Batna, sans omettre la ligne Batna-Aïn M'lila (wilaya d'Oum-el-Bouaghi). M. Maafa n'a pas manqué de rappeler que Batna possède une station de production électrique à Aïn Djaasser d'une capacité de 800 MW, ainsi qu'une station d'énergie solaire de 2 MW dans la commune d'Oued El Ma.

TIZI-OUZOU

Plus de 5 millions de litres d'huile d'olive produits en 2022/2023

Plus de 5 millions de litres d'huile d'olive ont été produits à Tizi-Ouzou au titre de la campagne oléicole 2022/2023 qui vient d'être clôturée, a-t-on appris, jeudi, auprès de la direction locale des services agricoles (DSA). Selon le bilan de la campagne oléicole 2022/2023 communiqué à l'APS par la chargée de la filière arboricole, Khadidja Chibani, ce volume d'huile a été produit suite à la trituration d'une quantité de près de 264.000 qx d'olives récoltées durant cette campagne et dont le rendement moyen en huile a été de 19 litres par quintal. La production en huile d'olive de cette saison est légèrement en deçà des prévisions arrêtées pour cette campagne, la DSA

ayant tablé sur une production prévisionnelle de plus de 6,2 millions de litres d'huile, rappelle-t-on. Elle est aussi en nette baisse par rapport à la production réalisée durant la précédente campagne (2021/2022) où un volume de plus de 11,9 millions de litres d'huile d'olive a été engrangé par la wilaya. Un écart négatif de plus de 6,9 millions de litres d'huile est ainsi enregistré, selon le même bilan. Cette situation est due principalement à deux facteurs. Le premier est physiologique et est lié à la variété de l'olivier Chamal (qui occupe 90% de l'oliveraie de la wilaya) caractérisé par le phénomène saisonnalité (alternance d'une année de bonne production et d'une année de faible produc-

tion), a expliqué le chef de service Organisation de la production et appui technique (OPAT) à la DSA, Nadir Boussa. Le second facteur est climatique et est lié à la sécheresse durant la période de gonflement des olives. L'absence quasi-totale de pluie qui s'est étalée jusqu'à fin octobre, a affecté les oliveraies et la production oléicole, a souligné le même responsable. À cela s'ajoute la perte d'une superficie de 19.000 ha d'oliviers dans les incendies d'août 2021. Des pertes compensées par l'Etat grâce au Fonds spécial d'indemnisation des sinistrés des feux de forêt dont la création a été décidée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Des opéra-

tions de plantations d'oliviers et de greffage d'oléastres ont été réalisées afin de reconstituer les vergers d'oliviers (mais aussi d'autres arbres fruitiers) brûlés, rappelle-t-on. À noter que la wilaya de Tizi-Ouzou dispose d'un verger oléicole d'une superficie totale de plus de 38.000 ha comptant plus de 4,2 millions d'oliviers et dont plus de 29.800 ha (comptant plus de 3 millions d'oliviers), sont en production. Ces plus de 3 millions d'oliviers ont produit, cette saison, près de 264.000 qx dont la trituration a été assurée par 245 huileries dont 97 traditionnelles, 51 semi-automatiques et 97 modernes.

AU MAROC

La colère contre la cherté de la vie monte durant le ramadan

Selon le Haut-Commissariat au plan (HCP), l'inflation a atteint un pic de 8,3 % à la fin 2022, avec un renchérissement de 15 % des prix des produits alimentaires.

Il est 10 heures passées. Les commerçants ont débarrassé leurs marchandises sur les étals du souk de Derb Ghallef, un quartier populaire de Casablanca, mais les clients tardent à affluer. Mina Brima, la cinquantaine, déambule au milieu des échoppes de volailles et des charrettes de légumes, le panier vide. « Tout est devenu trop cher, se désole cette habitante du quartier. Les tomates, les patates, les œufs... tout ! Si ça continue, ce sera la famine ! »

Ce qui inquiète Mina, c'est cette flambée des prix qui a redoublé d'intensité ces dernières semaines au Maroc et la contraint à un sévère rationnement.

Elle ne mange plus de viande, restreint ses tajines à quelques morceaux de pommes de terre, quand ses repas ne se limitent pas, de plus en plus souvent, au pain et au thé.

Quelques ruelles plus loin, Jamila, 45 ans et trois bouches à nourrir, quitte le souk un sachet de farine à la main : « Ça, c'est pour faire mon pain, dit-elle. Pour les légumes, je revendrai ce soir. » Les invendus sont moins chers.

« Avant, les clients achetaient par kilos. Maintenant, ils repartent avec trois tomates, deux oignons... », se désole Hamza Akharchaf. Le primeur reconnaît que « les prix, en ce moment, c'est le summum ».

« Je n'ai rien en dessous de cinq dirhams », précise-t-il.

Même constat chez Taoufik, le boucher de la ruelle voisine, dont les morceaux de viande suspendus aux crochets de sa devanture frôlent les 100 dirhams le kilo : « En trente-six ans de métier, je n'avais jamais connu des prix à trois chiffres ! » Conséquence, il vend aussi trois fois moins.

Appel à la mobilisation

Dans un pays où le niveau de pauvreté et les inégalités sociales n'ont cessé de s'aggraver depuis la crise sanitaire, cette envolée des prix, sur fond de rebond des cours des matières premières couplée à une grave sécheresse, cristallise les tensions. Dimanche 19 février, des sit-in ont été organisés dans plusieurs villes du royaume, à

l'appel de la Confédération démocratique du travail (CDT), l'une des trois centrales syndicales les plus représentatives. En dépit de l'interdiction de manifester décrétée par les autorités – justifiée par l'état d'urgence sanitaire toujours en vigueur au Maroc –, le syndicat a maintenu son appel à la mobilisation. Objectif : « Protester contre la hausse sans précédent des prix et dénoncer l'indifférence du gouvernement face à l'aggravation de la crise sociale », explique Younès Firachine, membre du bureau exécutif de la CDT, estimant que les autorités « n'ont pas pris de dispositions concrètes pour préserver le pouvoir d'achat des Marocains qui ne cessent de seffondrer ».

TUNISIE

Fitch Ratings et l'art de souffler le chaud et le froid...

Contrairement à toute attente, l'agence de notation Fitch Rating a relevé avant-hier les notes d'émission des obligations à long terme en devises étrangères et locales de la Tunisie de « CCC » à « CCC+ ». Une mise à jour ou encore une erreur à corriger, dit-on dans l'application des notations de défaut des émetteurs à long terme en devises étrangères et locales (IDR). Sitôt l'Europe et les États-Unis changent de ton, multiplient leur appel pour sauver la Tunisie de l'effondrement, l'agence de notation américaine relève les notations d'émission de la Tunisie à long terme et upgrade la note nationale à long terme de l'Arab Banking Corporation à AA+ avec perspectives stables. A quoi joue au juste « ommekek sanna » ?

Malgré une faible stabilité politique, un affaiblissement des institutions de l'Etat et le creusement du déficit des finances publiques, Fitch Rating, a procédé jeudi à relever ou « à corriger » comme bon lui semble, la note d'émission des obligations à long terme en devises étrangères et locales de la Tunisie. Sans apporter des précisions détaillées sur le pourquoi de ce « upgrade » qui reste pour le moins qu'on puisse dire inexplicable, « la mise à niveau corrige une erreur dans l'application des notations de défaut des émetteurs à long terme en devises étrangères et locales (IDR) aux notations d'émission concernées au moment de la dernière révision, soit le 1er décembre 2022 », précise un communiqué de l'agence de notation. C'est dire que ces institutions de notation internationale ne sont pas exemptes d'erreurs.

Rappelons, que les agences de notation financière sont des entreprises privées qui apprécient le risque de solvabilité financière d'une entreprise, d'un Etat, d'une collectivité locale ou d'une opé-

ration financière. Elles examinent les émetteurs de titres de dette (les obligations, par exemple). Leur mission est d'apprécier la capacité de ces émetteurs de dette à faire face à leurs engagements financiers. Il s'agit de mesurer le risque de faillite ou de non-remboursement. Ce risque se traduit sous la forme d'une note. Pour la déterminer, les agences de notation construisent des scénarios financiers prévisionnels et évaluent leur probabilité. La Tunisie a un score de pertinence ESG (RS) de « 5 » tant pour la stabilité politique que pour l'Etat de droit, la qualité institutionnelle et réglementaire et le contrôle de la corruption. Ces scores reflètent le poids élevé que les indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale (WBG) ont dans notre modèle exclusif de notation souveraine. La Tunisie a un classement WBG moyen au 44e centile, reflétant une faible stabilité politique, un état de droit et des droits de participation au processus politique établis mais affaiblis et une capacité institutionnelle modérée et un niveau de corruption perçue.

Toutefois, un engagement continu envers la mise en œuvre des réformes soutenant la performance et le financement des programmes du FMI pourrait améliorer la note de la Tunisie d'ici le 9 juin 2023. Entre temps, il y a les réunions du printemps de la Banque Mondiale et du FMI, un rendez-vous décisif pour la Tunisie.

MALAWI

Le gouvernement approuve le développement de la première mine de niobium en Afrique

La contribution du secteur minier malawite à l'économie est de 1 %. Depuis quelques années, le pays bénéficie cependant d'importants investissements dans les secteurs de l'uranium, du graphite ou des terres rares, etc., soutenant l'ambitieux objectif de l'Etat de porter cette part à environ 30 %.

Le gouvernement du Malawi a conclu un accord de développement minier (MDA) avec la filiale locale de l'australien Globe Metals & Mining. C'est l'annonce faite le 29 mars par la compagnie minière qui précise que la signature de ce document est une étape importante dans le développement du projet Kanyika, appelé à devenir la première mine de niobium d'Afrique. « Le projet de niobium de Kanyika a fait un grand pas en avant avec la signature du MDA et est maintenant prêt à démarrer, toutes les autorisations environnementales et foncières étant déjà en place », a commenté Grant Hudson, PDG de Globe Metals & Mining.

Selon les termes de l'accord et conformément au code minier du pays adopté en 2018, le gouvernement a droit à une participation gratuite et non dilutive de 10 % dans le projet, avec la possibilité d'acquiescer 10 % d'intérêts supplémentaires. Globe devra également verser à l'Etat et à la communauté de Kanyika respectivement 5 % et 0,45 % des revenus du projet, au titre de la redevance minière.

Parmi les autres obligations de la compagnie, on note la prise d'une décision finale d'investissement sous 24 mois et un investissement d'au moins 200 millions \$ pour le développement de la mine, six mois après la décision finale d'investissement. C'est pourquoi la prochaine priorité de Globe Metals sera d'engager des discussions avec divers partenaires financiers afin de respecter ces exigences.

Selon l'étude de faisabilité publiée en 2021 pour le projet Kanyika, il peut soutenir sur une durée de vie d'au moins 23 ans, une production moyenne annuelle de 3 250 tonnes de niobium, ainsi que 140 tonnes de tantalum. L'investissement de 250 millions de dollars nécessaire pour concrétiser ce projet peut être récupéré en un an et demi après le début de la production.

MAURITANIE

Nouakchott suscite un grand intérêt international

L'annonce du directeur général de l'Agence Française de Développement (AFD), M. Rémy Rioux, de la reprise par la France de ses financements en Mauritanie, suspendus en 2015, s'inscrit dans le cadre du large intérêt international suscité par la Mauritanie, devenue récemment une destination privilégiée des missions internationales de divers pays pivots dans le monde.

Les éloges et l'appréciation des grands pas franchis par la Mauritanie dans les domaines de la protection et de la promotion des droits de l'homme, du renforcement de l'exercice démocratique, de l'action sociale, du contrôle de la sécurité et de la stabilité et le développement économique, ont été le point d'intersection des déclarations de tous les invités du pays.

Le rôle central que la Mauritanie a commencé à jouer récemment est le résultat d'un certain nombre d'orientations et de plans adoptés par le pays au cours des trois dernières années, qui se sont concentrés, sur le plan intérieur, à sortir le pays du cycle de tensions absurdes et stériles entre la majo-

rité et l'opposition, en créant un cadre participatif dans lequel tous les acteurs politiques et des droits de l'homme se sont retrouvés comme contributeurs, agissant chacun de sa position, dans la présentation des opinions et des perceptions sur toutes les questions liées au pays sans exclusion ni marginalisation.

Cette atmosphère de sérénité politique trouve également sa signification dans l'adoption d'une politique constructive et réaliste axée sur l'élimination des disparités sociales entre les classes de la société à travers l'adoption de projets et de programmes de développement ciblant les classes vulnérables de la société et assortis d'une campagne de sensibilisation visant à surmonter les stéréotypes dominants qui entravent le renforcement de l'unité et de la cohésion de la société.

Toutes ces actions sont intervenues à la lumière de la prise de mesures pratiques et efficaces visant à renforcer l'atmosphère démocratique et à protéger et promouvoir les droits de l'homme dans le pays.

Ces mesures internes ont été accompagnées

d'une présence diplomatique distinguée du pays dans les diverses cérémonies internationales, où Son Excellence le Président de la République, Monsieur Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, a été très apprécié et respecté dans les différentes réunions internationales auxquelles il a participé et au cours desquelles, il a défendu haut et fort le rôle central joué par la Mauritanie dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et le crime organisé en adoptant une approche singulière qui rompt avec l'analyse étroite de la lutte contre ce phénomène, en le circonscrivant au seul aspect sécuritaire, à des perceptions incluses qui prenaient en compte, en plus du Tout sécuritaire, les dimensions liées au développement et aux traitements intellectuels.

Des options qui ont permis à cette approche d'atteindre les résultats souhaités, non seulement en matière de contrôle de la sécurité et de la stabilité dans le pays, mais aussi dans la contribution active à la lutte contre le terrorisme dans le Groupe des Cinq pays du Sahel et dans la sous-région de façon générale.

Autant de facteurs importants parmi du d'autres, ayant permis de présenter une image honorable de la Mauritanie suscitant l'intérêt et le respect à l'échelle internationale, grâce à une politique visionnaire qui prend en compte l'intérêt du pays en créant une harmonie interne sans exclusion ni marginalisation, faisant de la concertation sa force, afin de promouvoir le processus démocratique, tout en préservant et en protégeant les droits de l'homme, en établissant des partenariats gagnant-gagnant et en échangeant des intérêts communs avec divers pays du monde, en plus du renforcement de la coopération avec ces Etats sur la base du respect mutuel et de l'appréciation réciproque.

Nous reviendrons un peu en arrière pour présenter des extraits du contenu des témoignages et des déclarations de certains responsables internationaux qui ont visité le pays au cours de la période récente, et dont les interventions ont été une juste reconnaissance des acquis réalisés en peu de temps par la Mauritanie, lui attirant des grands égards à l'échelle internationale.

Sobriété ou pauvreté ?

Être dans le monde et lui survivre. Le monde change et nous aussi. Nous sommes sortis du monde colonial, mais de quelle manière ? Nous sommes dans le monde capitaliste, mais comment en sortir ? Cela se fait à coups de révolutions bruyantes, de frictions plus ou moins violentes et de transformations silencieuses.

Par DERGUINI Arezki (*)

Nous avons été dans le monde colonial, nos élites traditionnelles en sont sorties défaites. Elles ont accusé défaite après défaite. Défaites par les armes, elles ont subi le joug colonial. Défaites culturellement, elles n'ont pas su plier, investir le monde et se redresser. Elles n'ont pu penser ce qui arrivait. Le monde était trop puissant, allait trop vite, l'Occident était conquérant et arrogant. Il les avait surprises. La révolution a été celle de la plèbe (Mohamed Harbi, 1980), autrement dit le résultat de transformations silencieuses au sein de la population, révolution sanitaire, exode rural, émigration, etc.. Le moteur inconscient de la pression des besoins, de la démographie - telle l'expression d'un élan vital - ses frictions avec le monde occidental ont conduit à l'insurrection, à l'explosion du cadre colonial. Mais là encore nous avons pris ce qui était prêt, préparé pour nous par le monde postcolonial : rattraper le monde occidental avec le savoir d'autrui, en faisant œuvre de « développement ». Nous sommes dans le monde capitaliste, mais nous ne savons pas en sortir. C'est encore la pression des besoins, de la démographie, qui nous conduit. Nous subissons le monde qui nous enjoint de consommer en échange de nos matières premières. La pression démographique expression de l'élan vital d'une société sort des cadres d'action du politique. Il en coûte à la Chine aujourd'hui d'avoir adopté la politique de l'enfant unique pendant des décennies. On n'ajuste pas la croissance démographique à la croissance économique ni de manière autoritaire ni de manière libérale. La planification démographique ne se résout pas en politiques familiales, natalistes ou malthusianistes. Les prévisions démographiques ne vont pas au-delà de la projection de tendances actuelles, un futur compté comme un présent en devenir. Il reste que l'élan vital d'une société qui ayant décollé de ses fondations rurales et vivant maintenant hors sol s'effiloche. L'ancienne résilience des sociétés rurales unies à leurs milieux entamée par les expropriations coloniales s'est dissipée avec des sociétés urbaines qui n'ont plus de prise sur leurs conditions d'existence. La dispersion de la société risque d'être le résultat si celle-ci ne se réapproprie pas ses conditions d'existence.

De la séparation de la propriété et du capital ...

Un des fondateurs de l'économie politique (son Prince), David Ricardo, prévoyait un état stationnaire de l'économie du fait de rendements à venir décroissants de l'agriculture. Il pensait alors à la place que retrouveraient alors les propriétaires fonciers (l'ancienne noblesse) dans la société, à la rente qui plomberait l'accumulation du capital en réduisant les profits. Il ne pensait pas aux rendements décroissants de la production des matières premières de l'industrie. Nous y sommes. Il ne voulait pas penser pas les propriétaires fonciers pouvaient avoir quelque avenir, qu'eux-mêmes pouvaient investir leur rente, se transformer en producteurs capitalistes. Il ne voulait les voir que comme des obstacles à l'accumulation du capital, à la croissance de la production. Or l'on sait aujourd'hui que la révolution industrielle anglaise, première dans son genre, a plus quelque chose à voir avec une espèce de propriétaires fonciers transformés en transformateurs de matières premières qu'avec les banquiers de Londres (F. Braudel). Mais il fallait pour David Ricardo inverser la relation de domination existante entre les propriétaires fonciers et les capitalistes. Les premiers ne voyaient-ils pas, à la différence des seconds, que l'avenir serait celui de la propriété des machines et non celle de la terre ? Aveuglement de la classe dominante ? Il n'y eut pourtant pas de révolution en Angleterre. Ce que voulait en fait David Ricardo, c'est que la terre devint un facteur de production comme un autre, une marchandise convertible en argent, pas du tout un capital naturel comme on dit aujourd'hui. L'antagonisme de classes préconisé conduisit donc à faire de la terre une simple marchandise. Il cessait d'être un bien commun, sans être encore un capital naturel. La propriété de la terre n'avait plus pour fonction de

protéger la terre comme source de revenus indépendante, elle consistait en la propriété d'une marchandise comme une autre. Le marché de la terre put exister et le capitalisme put s'affranchir d'une tutelle sociale. À l'échelle mondiale aujourd'hui, on retrouve cette opposition entre propriétaires de matières premières, producteurs transformateurs de ces matières premières et banquiers. Les rentiers sont aux deux bouts de la chaîne, les premiers vivaient du capital foncier, les derniers du capital financier. Car les capitalistes sont des rentiers, non des producteurs, ils prêtent et gèrent la circulation de l'argent comme les propriétaires fonciers prêtent la terre et gèrent le foncier. Ils ne se soucient ni de transformer la matière ni de protéger sa source. Comme le montre l'historien F. Braudel, les capitalistes ne se sont intéressés que tardivement à la production, comme ils s'en désintéressent aujourd'hui et croyaient pouvoir le faire avant que la Chine ne leur fasse la leçon : pas de civilisation sans manufactures. Il faut confier la production à des sociétés amies, pour pouvoir se spécialiser dans la vente et la conception et monopoliser l'industrie de la guerre. Les matières premières sont naturellement disséminées entre monde capitaliste et monde non capitaliste. Propriétaires et capitalistes ne peuvent pas former une seule entité, ils sont dispersés parmi les nations. Les rapports de force non équilibrés soumettent la production mondiale des matières premières à l'accumulation mondiale du capital financier. Les propriétaires de matières premières ne font pas le poids face aux banques centrales émettrices de devises fortes. Elles ne peuvent protéger la source de leur revenu. Tout comme au XIX^e siècle des rois africains offraient aux négriers portugais des Africains en échange d'armes, de soie et autres articles[1], les dirigeants africains offrent aujourd'hui leurs matières premières en échange des instruments occidentaux de puissance via le capital financier mondial. Ils ne voient toujours pas que les instruments de puissance occidentaux ne peuvent être que ceux de leur soumission. Le capital naturel soustrait à la protection communautaire par la puissance tutélaire est détruit pour être converti en capital financier qui permet d'obtenir quelques armes de la puissante modernité[2].

... à la destruction des formes sociales et naturelles du capital

Dans le monde capitaliste, la propriété privée absolue via l'étatisation a soustrait la gestion du capital naturel à la communauté et l'utilitarisme a fait de la cupidité (les économes disent la loi du profit maximum) le totem de l'individu. Il n'y a pas de place pour la reproduction du capital naturel dans l'accumulation mondiale du capital, son destin est sa transformation en capital financier. Pas de place pour les vivants qui ne puissent être réduits en esclavage. Ce n'est pas un hasard si dans la définition de la fonction de production ne figure que ce que l'extraction des matières premières coûte au capital financier. On s'empresse moins de parler de tragédie de la propriété privée absolue qu'on ne s'est empressée de parler de celle des communs. Pourtant les abus de la propriété privée absolue sont maintenant largement documentés. Mais entre ce qui n'appartient à personne et ce qui appartient exclusivement à quelqu'un, on a pris soin de ne rien laisser. Et l'on peut aller gaiment de la tragédie des communs à celle de la propriété privée exclusive. Il n'y a pas de place non plus pour le capital social, seulement pour les réseaux que contrôle le capital financier. Surtout pas de réseaux qui peuvent se soustraire à son contrôle. Il est détruit comme le capital naturel s'il n'est pas convertible en capital financier. Cela ne nous autorise pas à croire pourtant que le capital financier est seul maître à bord. Il faut compter sur les catastrophes, les révolutions, les guerres auxquelles peuvent conduire les transformations silencieuses, les frictions[3] et les débordements. Le mythe du roi Midas est connu des économistes. Pourtant les voilà qui ne veulent plus tout transformer en or depuis les accords de Bretton Woods, s'efforcent de tout transformer en dollars et monnaies apparentés. Car voilà le mythe des économistes : la croissance perpétuelle, la transformation de toute la production en production de marchandises par des marchandises. Mythe dérivé d'un autre plus large socialement, celui de l'émancipation de la nature.

Certaines catastrophes commencent à pointer, catastrophes naturelles ici, guerres civiles et immigrations sauvages là. Le monde a à choisir entre une exacerbation des tendances capitalistes actuelles, soit une plus grande dispute autour des ressources mondiales ou la modération de telles tendances et une inflexion vers une meilleure prise en compte des formes sociales et naturelles du capital, une autre unité du capital que celle qui s'exécute sous la férule du capital financier. En vérité, il ne choisira pas, mais il devra faire avec une polarisation croissante du monde et des sociétés, avec des riches de moins en moins nombreux et des populations inutiles de plus en plus nombreuses. La compétition est la manière pacifique d'établir une hiérarchie, la guerre est la manière violente. Ce sera la compétition ou la guerre qui imposera la loi du plus fort. Ce qui va décider du succès de la compétition c'est l'acceptabilité internationale et sociale de ses résultats, c'est la direction prise par la compétition, la paix sociale ou le contraire. Une trop forte polarisation sociale, autrement dit un divorce de la partie utile de la société de celle peu utile, ne peut conduire qu'à la guerre. L'issue de la guerre dépend du rapport de forces qui dépend lui-même des forces qui le composent. Les Occidentaux qui ont externalisé la production, mais qui conservent le monopole de la violence, sont poussés plutôt vers la guerre en s'attaquant aux maillons faibles. Car à compter trop longtemps sur un tel monopole et non sur la puissance productive, il peut arriver aux USA ce qu'il est arrivé à l'URSS. Il ne faut pas se faire d'illusions, il s'agit de se préserver de la guerre et de ses désordres, chez soi et chez ses voisins. Nous entrons à nouveau dans une zone des tempêtes.

De la croissance à la décroissance

Il ne sert à rien d'accuser les politiques de mentir quand on sait que l'on ne peut pas accepter, de leur part ou d'une autre, un discours de vérité. Le monde a pris l'habitude de la croissance, « la plus élémentaire de nos habitudes modernes fait désormais appel à une armée de machines. » « Cela fait deux siècles - huit générations ! - que la croissance est - ou était, plutôt - notre pain quotidien, pourquoi diantre devrions-nous penser qu'il va désormais falloir s'en passer ? »[4] « Tant que nous n'avions pas découvert la possibilité de nourrir des esclaves mécaniques avec de l'énergie fossile, chaque Terrien produisait à peu près la même quantité de travail en une année ... L'immense majorité des économistes modernes raisonne - ou continue à raisonner, pour être plus précis - comme si c'étaient toujours les hommes qui « travaillaient ... Dans un monde « libéralisé », fournir plus d'emploi en rendant ce dernier moins productif, c'est se saborder ». « C'est bien « en tendance » que la croissance a toutes les chances de cesser, et elle aurait déjà cessé si l'endettement croissant n'avait pas été possible. ... L'endettement croissant d'un État dans un contexte de PIB stable ou décroissant, c'est donc très exactement une pyramide de Ponzi (ou de Madoff). Sauf à inventer la dette perpétuelle (et même perpétuellement croissante), cette affaire va se terminer de la même manière : par du défaut, ou, en version plus soft, par une inflation durablement supérieure aux taux nominaux. Mais si l'inflation se met aux abonnés absents, ça sera nécessairement le défaut, tôt ou tard. ... Rien dans ce constat n'est scientifiquement neuf : la « fin de la croissance perpétuelle dans le courant du XXI^e siècle » a été théorisée dès le début des années 1970 par une équipe emmenée par Dennis Meadows. ... La bonne question désormais est donc de savoir comment gérer un monde sans croissance. ... la baisse du pouvoir d'achat deviendra la règle. Dans ce monde, il deviendra par définition impossible d'investir plus pour l'avenir sans baisser la consommation tout de suite. ... Dans ce contexte, il faudra éviter des écueils majeurs : la tentation totalitariste, le capital dilapidé dans des investissements inefficaces. ... C'est bien pour cela que relancer l'inflation devrait faire partie de nos priorités - alors que cela fait des décennies que le mandat des banquiers centraux est justement de faire l'inverse - parce que c'est un des meilleurs moyens de répartir l'effort de manière homogène quand il y a globalement un peu moins dans la cagnotte, ce qui est déjà le cas et a toutes les chances d'être la tendance pour un certain temps à l'avenir. ... Dans ce monde sans croissance,

il va aussi falloir trouver un défi à relever qui motive suffisamment la population pour qu'elle ne se focalise pas avant tout sur la perte d'un peu de son confort matériel, perte que le pouvoir politique aura la tâche de répartir de la manière la plus équitable possible. » [5]

Dans notre cas, le pétrole et le gaz, contrairement à la Tunisie qui a trop compté sur la source européenne de son revenu (tourisme), joue le rôle de la dette dans les pays industrialisés pour soutenir la croissance. Nous disposons le capital naturel des générations futures au lieu de les endetter. Notre bien-être tient dans notre capacité à exporter de l'énergie et à importer des esclaves mécaniques, principalement des machines à sous, des voitures, des frigidaires, des machines à laver, etc..

La nouvelle alliance avec la nature et les machines

Les productions de substitution aux importations ne nous permettent pas de fabriquer nos esclaves mécaniques. Elles installent seulement leurs producteurs chez nous, qui acceptent de s'installer parce que nous leur garantissons un marché. La tractation est politique. Il n'y a pas de transfert de savoir-faire et un tel savoir-faire n'est pas ce qu'il nous faut. Entre les machines et nous, rien ne passe. Nous devons fabriquer nos machines, être dans nos machines et nos machines en nous. Il faut une nouvelle alliance avec les machines, non plus les esclaves des autres que nous prenons pour les nôtres, mais des machines comme une partie de nous-mêmes. Leurs esclaves mécaniques sont des machines de guerre contre notre société, ils concentrent les revenus pour les attirer dans leurs centres mondiaux de gravité et produisent des populations inutiles qu'il faudra cantonner. Ils produisent des riches et des pauvres, des maîtres, des servants et des déchets sociaux. Ils détruisent les conditions de la vie, au lieu de les améliorer. La nouvelle alliance est aussi une autre façon de gérer la vie, elle englobe tous les êtres vivants et leurs excroissances.

Dans la nouvelle alliance avec la nature et les machines, il faudrait « comme » définir celles-ci comme des sujets de droit. Définir « comme » seulement signifie que le fait n'a pas besoin d'être soumis au droit. Le Droit est associé au monopole de la violence, au Roi imposant la loi divine, la République imposant une loi pour tous, les USA jouant les gens d'armes/gendarmes du monde. Le Droit ne peut régir les rapports de tous, il ne peut être qu'une aspiration de coutumes diverses, d'une coutume aspirant à être celle de tous, mais y parvenant que partiellement, échouant toujours à subsumer les autres qui peuvent certes mourir, mais renaître aussi différentes. Cette propension de la coutume à se transformer en Droit est dans sa nature, mais elle ne peut que se résoudre à son échec. C'est cette propension qui la fait aller à la rencontre des autres coutumes. Son hégémonie peut-être temporaire, jamais définitive. Dans cette nouvelle alliance, sur les êtres vivants et les machines nous n'aurions plus un droit de vie et de mort. Elles mourraient de vieillesse et de stérilité, non pas d'obsolescence programmée. Les machines, nos productions exosomatiques [6], sont des meilleurs sujets de droit que nous-mêmes. Ils peuvent obéir strictement à la loi qu'on grave en eux, leur intelligence peut être mesurée, leur consommation d'énergie limitée, à la différence des humains qui veulent toujours discuter ce à quoi ils doivent se soumettre. Sauf qu'il y a des machines appartenant qui nous ressemblent de plus en plus, qui peuvent échapper à leur code ou plus exactement sont conçues précisément pour aller au-delà. C'est la course qui veut ça.

Dans cette nouvelle alliance, où nous sommes dans la machine et la machine en nous (pas un hasard que les sociétés d'Extrême-Orient aient un autre rapport aux machines, aux biotechnologies en particulier), il nous faut revoir le rapport de l'Université à la Société. Il n'y a pas de science, de pratique scientifique, sans laboratoires. Le savoir écrit n'est qu'un support du savoir-faire. « L'université pour tous, comprise comme l'accès à un emploi de bureau pour tous, a connu son apogée. La seule promesse qui tienne, désormais (et qu'il faut tenir), c'est l'emploi pour tous et cet emploi aura certes besoin d'une formation préalable, mais elle sera de plus en plus technique et de plus en plus appliquée, et ira aussi avec une rémunération de plus en plus basse en termes réels. ... Désormais, il faudra – en tendance – des travailleurs manuels en quantité croissante et des employés de bureau en quantité décroissante, à commencer par ceux qui ont reçu une formation dite littéraire (langues, sociologie, psychologie, une partie des formations en économie, etc.), qui sont les plus éloignés de la production physique de terrain. » [7] Nous importons notre alimentation, les esclaves mécaniques. Nous ne rationalisons pas, n'automatisons pas notre rapport à la terre, à la production agricole, soit l'activité de toutes ces entités (organiques et autres) qui y participent et parmi lesquelles émergeraient nos bonnes machines agricoles pour intensifier l'activité

sans épuiser ses acteurs. Nous importons des machines agricoles pour reproduire les modèles d'exploitations agricoles qu'elles supposent. Le modèle des grandes exploitations qui a gaspillé les ressources au nord du pays et qui migre maintenant vers le Sud. Il faut établir un rapport à la terre génératif et pas seulement extractif, et dans ce rapport fabriquer nos alliés, qui seraient un peu comme nos organes extérieurs, organiques ou non. Nous ne voulons pas transformer la nature en machine nourrie à l'énergie fossile, rappelez-vous que l'énergie électrique est secondaire, qu'elle est produite par le gaz, le charbon, l'hydraulique, etc.. Peut-être pourrait-on la transformer en machines diverses et en belles machines de préférence, comme les belles fleurs ou autres belles œuvres de la nature.

Déprolétarianiser, se déshabiller et planifier

Sobriété ou pauvreté, autrement dit sobriété et emploi pour tous ou concentration du pouvoir d'agir entre les mains d'une minorité et guerre contre les pauvres. Deux tendances contradictoires travaillent le cours des choses. Une tendance qui s'inscrit dans la continuité du processus de prolétarianisation entamé depuis longtemps par le capitalisme, mais qui s'accélère de plus en plus. Il atomise les individus, les sépare de leurs conditions d'existence et produit des populations inutiles incapables de subvenir à leurs besoins de base. Une seconde tendance œuvrant en friction avec la première et tirant en sens inverse donc en lutte avec la première parce que souvent à sa frontière. Celle-ci aura tendance à défaire ce que la première fait, quand la première n'a pas tendance à se défaire d'elle-même. Dans cette tendance tourbillonnaire, on pourra relever des velléités d'inversion du processus de prolétarianisation pour redonner aux collectivités une prise sur leurs conditions de vie. Processus de déprolétarianisation qui resteront soumis à l'action de la première tendance et n'auront pas une garantie de pérennité avant qu'ils ne l'emportent sur elle.

De ce que l'on peut constater, c'est que les populations dans leurs conditions d'existence actuelles ne s'imaginent pas dans un tel processus de décroissance faisant preuve de sobriété. Personne ne veut croire qu'une telle croyance puisse être collective. Il faut attendre que la décroissance s'impose pour sortir ses armes. On distinguera alors parmi les gens ceux avertis et ceux non avertis, les dupes et les non-dupes. On ne peut attendre du politique qu'il aille à contre-courant du mouvement social, cela causerait beaucoup de dégâts pour peu de bénéfices. Ce qui doit être attendu du politique qui est censé prévoir le cours des choses dans lequel va s'engager la société, ce n'est pas de choisir à la place de la société, ce n'est pas de prévoir à son seul profit, c'est de préparer en douceur les conditions qui rendront une telle sobriété possible, bref déprolétarianiser au lieu de prolétarianiser toujours davantage. De ce que l'on peut dire dès à présent, à la suite de J.-M. Jancovici, que seul un processus inflationniste maîtrisé accompagnant un tel processus progressif de déprolétarianisation et de déshabilitation peut permettre à la sobriété d'être désirable en faisant préférer la joie de vivre, le rapport positif entre machines et êtres vivants, au confort matériel et à la multiplication des esclaves mécaniques de préférence à ceux humains. Pour déshabiller la société, qu'elle puisse se défaire de son addiction au pétrole, il faudra procéder step by step. On peut commencer par renoncer à la voiture thermique pour la voiture électrique pour se détacher de la première, puis au moment où l'attachement à la voiture électrique découvre ses coûts réels, y renoncer pour les transports en commun et le vélo électrique ensuite. La transition énergétique doit ainsi passer dans la société et non pas s'imposer à elle par-dessus sa tête. Mais les politiques publiques doivent en avoir préparé les étapes, autrement dit elle doit avoir précédé l'évolution sociale. Ainsi, les transports publics et les vélos électriques devront être là quand on en aura besoin. Ce qui signale toute l'importance des investissements en infrastructures futures. Décidément, on ne pourra plus séparer planification stratégique, marketing et politique. Avoir à la fois une courte et une longue vue sera nécessaire pour bien naviguer.

Cette politique de déprolétarianisation devrait être fermement soutenue par le Nord pour éviter de massives migrations du Sud non désirées par le Nord et des guerres pour y faire face. La guerre en Ukraine apporte jeunes populations compétentes à l'Europe et revenus aux USA. Le cas tunisien souffre comme épreuve, que veut l'Europe faire de l'Afrique ? Une nouvelle fois à quel exemple la Tunisie va-t-elle servir ? Une Afrique décevante pour laquelle on ne peut rien faire ? Cela a fonctionné, mais risque de ne plus l'être, avec l'émergence de nouveaux partenaires. L'Europe a besoin de nouveaux partenaires avec l'Afrique en oubliant ses anciens privilèges. Le monde a certes besoin de discipline, aussi faut-il offrir à la Tunisie une discipline et non une dictature. Et comme

l'on sait, nul n'a tendance à accepter la discipline des autres, s'il n'y trouve pas avantage. Aussi faut-il craindre que les sociétés guerrières du Nord n'optent pas pour le choix de solutions raisonnables. Les habitudes ont la vie dure, il est plus dans leur nature de choisir la guerre quand elles ne peuvent plus s'imposer par le commerce. Certes, elles ne sont plus tout à fait les guerrières d'antan, elles ne gagnent plus de guerres, mais il reste des velléités anciennes qui sont toujours actives et qui causent tous les jours d'énormes dégâts. Pour le moment, elles ont la guerre sur leur flanc est, mais ses profits finiront bien par s'assécher, aussi prendront-elles soin de ne pas aller trop vite à la guerre sur le flanc sud, mais elles s'y préparent déjà. L'Afrique ne doit pas attendre de l'Occident, sous l'hégémonie des États-Unis, qu'il ait un autre rapport que celui qu'il a eu avec le Moyen-Orient et qu'il a aujourd'hui avec la Russie. Il ne lui en a pas encore coûté suffisamment cher.

* Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaia.

[1] L'Afrique a en effet connu des chefs traditionnels qui firent commerce d'hommes, ceux que l'on appelait au Bénin les « rois-traîtres », tel Guezo, au visage marqué par la petite vérole, qui fit durant un règne de quarante ans au XIXe siècle de la traite à grande échelle. Il y était aidé par son plus proche ami et conseiller Francisco Felix de Souza, Brésilien d'origine portugaise. Guezo aurait ainsi participé à la déportation de centaines de milliers, voire un million de ses frères noirs, en grande partie vers le Brésil, en échange d'armes, de tabac, d'alcool, de tissu, surtout de la soie et du velours. Olivier Pétré-Grenouilleau, Les Traites négrières. Essai d'histoire globale, Gallimard, 2004.

[2] Voir le livre d'Anna Lauwenhaupt Tsing qui montre comment les forêts indonésiennes sont détruites en même temps que sont mis sens dessus dessous les rapports sociaux. J'en conseille vivement la lecture, elle est comme une des nôtres qui parlent. FRICITION. Délires et faux-semblants de la globalité. La Découverte. Les Empêcheurs de tourner en rond. 2020.

[3] Ce terme se met à proliférer dans mon langage. C'est la faute du livre cité précédemment.

[4] Pour notre part seulement trois ou quatre générations, ce qui nous fait plus affamés !

[5] L'ensemble des citations du paragraphe renvoie au livre de Jean-Marc Jancovici. Dormez tranquilles jusqu'en 2100 et autres malentendus sur le climat et l'énergie. Odile Jacob. 2015.

[6] Qui est à l'extérieur du corps. À la biologie évolutive, Georgescu-Roegen rattache la bioéconomie [...] parce que, tout simplement l'activité économique est la continuation de l'évolution biologique par d'autres moyens, non plus endosomatiques, mais exosomatiques. (GEORGESCU-ROEGEN N., La Décroissance, Édition Sang de la Terre, Paris, 2008, Présentation et traduction de Jacques Grinevald et Ivo Rens, p. 18.)

Seul l'homme en est venu, au cours des temps, à utiliser une masse qui ne lui appartenait pas génétiquement, mais qui prolongeait son bras endosomatique et accrût sa puissance. Alors seulement l'évolution humaine transcendait les limites biologiques pour inclure aussi (et même au premier chef) l'évolution d'instruments exosomatiques, c'est-à-dire produits par l'homme, mais n'appartenant pas à son corps. C'est pourquoi l'homme peut maintenant voler dans le ciel ou nager sous l'eau bien que son corps n'ait ni ailes, ni nageoires, ni branchies. (Ibidem, p. 129-130.)

Source https://fr.wiktionary.org/wiki/exosomatique#cite_note-1.

Voir comme illustration de la production exosomatique l'exosquelette de J.-M.

Jancovici. <https://www.actuabd.com/Christophe-Blain-et-Jean-Marc-Jancovici-imaginent-le-monde-sans-fin-qui-est-le>

[7] Jancovici, dormez tranquille ...

Les Enjeux
Eco

Publicité

Appelez le

06 98 16 55 54

ACCORD PÉTROLIER AVEC L'INDE

La Russie opte pour l'indice de référence de Dubaï

Le plus grand producteur de pétrole russe, Rosneft, et le principal raffineur indien, Indian Oil Corp, ont convenu d'utiliser le prix de référence du pétrole de Dubaï, axé sur l'Asie, dans le cadre de leur dernier accord de livraison de pétrole russe à l'Inde, ont déclaré trois sources au fait de l'affaire.

La décision des deux sociétés contrôlées par l'État d'abandonner la référence Brent, dominée par l'Europe, s'inscrit dans le cadre d'une réorientation des ventes de pétrole russe vers l'Asie, l'Europe ayant boudé le pétrole russe à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie il y a plus d'un an.

Les deux indices de référence sont libellés en dollars et fixés par S&P Platts, une unité de la société américaine S&P Global Inc, mais le Brent est principalement utilisé par les grandes compagnies pétrolières et les négociants européens, tandis que Dubaï est fortement influencé par le commerce du pétrole asiatique et moyen-oriental.

Le directeur général de Rosneft, Igor Sechin, a déclaré en février que le prix du pétrole russe serait déterminé en dehors de l'Europe, l'Asie étant devenue le plus gros acheteur de pétrole russe depuis que l'Occident a imposé des sanctions de plus en plus sévères sur les exportations.

Dans le cadre du nouvel accord, annoncé le 29 mars, Rosneft doublera presque les ventes de pétrole à Indian Oil Corp, ont déclaré deux des sources à Reuters.

IOC et Rosneft n'ont pas immédiatement répondu aux courriels de Reuters demandant des commentaires sur les détails de l'accord, qui n'ont pas été rapportés précédemment.

Le vice-premier ministre russe Alexander Novak a déclaré mardi que les ventes

de pétrole russe à l'Inde avaient été multipliées par 22 l'année dernière, mais il n'a pas précisé le volume vendu.

Rosneft vendra jusqu'à 1,5 million de tonnes (11 millions de barils) par mois, y compris certaines quantités optionnelles, à l'IOC au cours de la nouvelle année fiscale à partir du 1er avril, ont déclaré les deux sources.

Elles ont indiqué qu'en 2022/23, IOC avait conclu un accord pour acheter 3 millions de barils de qualité Oural avec une option pour doubler la quantité chaque mois au prix des différentiels par rapport au Brent daté sur une base livrée.

Le nouveau contrat comprend le brut de l'Oural, expédié depuis les ports européens russes de Primorsk, Ust-Luga et Novorossiysk, et le pétrole de Sokol exporté de Sakhaline, qui sera vendu avec un rabais de 8 à 10 dollars par baril par rapport aux cotations de Dubaï sur une base livrée, ont déclaré les trois sources. L'augmentation des volumes et la modification de la tarification du pétrole russe mettent en évidence les liens plus étroits entre Moscou et l'Inde, qui est devenue le plus gros acheteur de brut maritime russe.

Dans le passé, les raffineurs indiens achetaient rarement du pétrole russe en raison des coûts de transport plus élevés qu'en Europe, mais après la chute des prix de l'Oural à des niveaux historiquement bas, la Russie a remplacé l'Irak en tant que premier fournisseur de pétrole

de l'Inde au cours des derniers mois, d'après des données provenant de sources commerciales.

La Russie a réorienté ses approvisionnements énergétiques des marchés traditionnels d'Europe vers l'Asie, principalement l'Inde et la Chine, depuis que l'Occident a imposé des sanctions de grande ampleur, notamment un embargo sur les importations de pétrole russe par voie maritime.

Les pays de l'Union européenne ont cessé d'acheter du pétrole russe à partir du 5 décembre et les pays du Groupe des Sept (G7) se sont joints à l'UE pour imposer un prix plafond de 60 dollars le baril pour le brut russe. Cette mesure visait à réduire les recettes pétrolières de la Russie tout en maintenant la stabilité du marché mondial du pétrole.

En mars, l'Inde a été le plus gros acheteur de brut russe de référence de qualité Oural. Les livraisons à l'Inde devraient représenter plus de 50 % de l'ensemble des exportations maritimes d'Oural le mois dernier, la Chine arrivant en deuxième position.

La Chine, qui achète l'Oural russe à des prix indexés sur le Brent daté ou le Brent ICE, a doublé ses achats de pétrole oualien au cours de la première quinzaine de février par rapport à la même période de janvier, selon les négociants et les données de Refinitiv Eikon.

FRANCE

L'activité manufacturière a continué à se contracter en mars

Le recul de l'activité manufacturière s'est très légèrement accentué en France en mars, la baisse des nouvelles commandes ayant pesé sur la production, selon l'indice PMI publié lundi par le cabinet S&P Global.

L'indicateur est resté en zone de contraction en mars pour le deuxième mois consécutif, s'établissant à 47,3, en très légère baisse par rapport au mois de février (47,4).

Un niveau inférieur à 50 points signale un repli de l'activité, tandis qu'une valeur supérieure à ce seuil traduit une expansion. Alors que les services sont en forte croissance, "la nouvelle contraction de l'industrie manufacturière (...) fait douter de la solidité sous-jacente de l'économie française", a commenté Joe Hayes, économiste de S&P Global, cité dans un communiqué.

"Si la production et les nouvelles commandes affichent des replis moins marqués que ceux observés en fin d'année 2022, la forte diminution de l'activité achats, les opérations de déstockage et la baisse de la confiance enregistrées au cours du mois ne permettent guère d'espérer une reprise prochaine de la croissance dans le secteur", a-t-il ajouté.

Toutefois, les délais de livraison se sont améliorés et les tarifs des fournisseurs ont diminué à cause de la réduction de la demande d'intrants, attribuable à des besoins moindres de production du fait d'une dégradation de la demande.

Cette amélioration des chaînes d'approvisionnement a permis d'atténuer les tensions inflationnistes en mars, et donc aux fabricants de limiter la hausse de leurs prix.

Pour les douze prochains mois, les quelque 400 entreprises de l'industrie manufacturière interrogées par S&P Global se montrent pessimistes, anticipant une baisse de leur production du fait de l'inflation et d'une demande risquant de rester faible.

ZONE EURO

Le ralentissement de l'activité manufacturière s'est accentué en mars

Le secteur manufacturier en zone euro a subi en mars une nouvelle contraction, les ménages réduisant leurs dépenses de consommation avec le renchérissement du coût de la vie, selon les résultats définitifs de l'enquête mensuelle auprès des directeurs d'achat publiés lundi par S&P Global.

L'indice du secteur est ressorti à 47,3 contre 48,5 un mois plus tôt et 47,1 pour la première estimation.

Un indice mesurant la production, qui alimente un PMI composite prévu pour mercredi et qui est considéré comme un bon guide de la santé économique, a toutefois augmenté de 50,1 à 50,4, son plus haut niveau depuis dix mois.

"Les dernières données PMI continuent de signaler une conjoncture défavo-

nable dans le secteur manufacturier de la zone euro en mars, la forte hausse du coût de la vie, le resserrement des politiques monétaires, les opérations de déstockage et la faiblesse de la confiance ayant entraîné un onzième repli mensuel consécutif des nouvelles commandes", a déclaré Chris Williamson, économiste en chef chez S&P Global.

La baisse des coûts énergétiques et l'amélioration des chaînes d'approvisionnement ont toutefois permis aux prix des intrants de diminuer pour la première fois depuis juillet 2020, le sous-indice les mesurant passant de 50,9 à 46,8.

"La baisse des coûts des fabricants s'est accompagnée d'un ralentissement de la hausse des prix de vente, tendance qui devrait par la suite entraîner une baisse des prix à la consommation", a ajouté Chris Williamson.

MÉDICAMENTS

La réforme européenne tarde, "les jeux de lobby" en question

Destinée à améliorer la disponibilité des médicaments dans l'UE et les rendre plus abordables, une réforme européenne clé accumule les retards, suscitant l'inquiétude d'eurodéputés et des ONG de patients et consommateurs face au lobbying de l'industrie pharmaceutique.

"Nous n'avons plus de temps pour les jeux de lobby, les citoyens non plus", a fustigé l'eurodéputé allemand Tiemo Wölken (Socialistes & Démocrates).

La proposition, révisant une législation vieille de vingt ans, sera présentée le 26 avril, assure désormais la Commission européenne, après avoir repoussé sa publication à plusieurs reprises.

La commissaire à la Santé, Stella Kyriakides, a justifié le dernier report la semaine passée devant les députés européens par la nécessité de "trouver un juste équilibre" entre l'intérêt du public (des médicaments disponibles partout dans l'UE, à des prix raisonnables) et le "soutien" à une industrie pharmaceutique européenne "compétitive" et "innovante".

Cette dernière, représentant quelque 840.000 emplois directs en Europe, est vent debout contre la proposition, dont une version a fûité en février, de réduire la période pendant laquelle une entreprise

jouit de l'exclusivité sur un médicament.

La Fédération européenne des associations et industries pharmaceutiques (EFPIA) y voit une menace pour la recherche et développement en Europe, face à la concurrence des États-Unis et de l'Asie.

"Consternée" par le dernier report, l'eurodéputée française Véronique Trillet-Lenoir (Renew Europe, centristes et libéraux) déplore "une asymétrie d'influence" entre l'industrie et la voix des patients.

"Il y a des pénuries de médicaments partout dans l'UE, des porteurs de maladies rares et des enfants qui attendent de nouveaux médicaments", tempête-t-elle.

Les élus s'inquiètent de voir ces retards mettre en péril l'adoption de la réforme avant les élections européennes de 2024.

"Résister" aux "Big Pharma" -

"La Commission pousse la patience de tous à ses limites. Elle doit publier cette réforme le 26 avril, résister à la grande opération de lobbying des 'Big Pharma' pour l'édulcorer, et améliorer l'accès de la population aux médicaments", exhorte Monique Goyens, la directrice du Bureau européen des unions de consommateurs (Beuc).

Dans un souci de les rendre plus abordables, la

Commission prévoyait dans la version provisoire de la réforme de réduire de dix à huit ans la période de protection des données et d'exclusivité commerciale sur un médicament, pendant laquelle la mise sur le marché de génériques, moins chers, est impossible.

Un allongement d'un an de cette période serait possible pour les médicaments correspondant à des "besoins de santé non satisfaits" mais aussi pour les médicaments commercialisés dans l'ensemble de l'UE, alors que les industriels préfèrent généralement cibler les pays en fonction de la taille de leur population et du niveau de prix pratiqué.

Une incitation destinée à s'attaquer aux inégalités d'accès aux nouveaux médicaments au sein de l'Union - les pays baltes et certains États de l'Est étant particulièrement mal lotis.

Faisant écho aux préoccupations de l'industrie, trois eurodéputés allemands, Peter Liese, Daniel Casparj et Christian Ehler, issus du même parti (CDU, conservateurs) qu'Ursula von der Leyen, lui ont écrit pour l'avertir que réduire la période d'exclusivité "aurait un effet négatif sur l'innovation, et donc sur les patients".

Par ailleurs, face à la résistance aux antibiotiques qui constitue une menace mondiale croissante,

pour encourager les laboratoires pharmaceutiques à développer de nouveaux antibiotiques - dont la mise au point s'avère peu lucrative, puisqu'ils sont voués à un usage modéré -, la Commission envisage un système controversé de bons d'exclusivité transférables.

Il s'agit de permettre à une compagnie, en échange du développement d'un nouvel antibiotique, d'étendre la durée pendant laquelle elle a l'exclusivité sur la vente d'un autre produit plus rémunérateur, ou de revendre ce bon à une autre compagnie.

Une idée à laquelle sont opposés 14 des 27 États membres (dont la France, la Belgique et les Pays-Bas).

"C'est l'une des options actuellement envisagées (...) mais si nous la proposons, elle sera encadrée de conditions extrêmement strictes afin de minimiser l'impact en terme de coût pour les systèmes de santé", a assuré Stella Kyriakides. Bruxelles veut aussi "des procédures d'autorisation de mise sur le marché plus rapides et plus simples", comme celles qui ont été appliquées aux vaccins anti-Covid. Elle souhaite également contraindre les compagnies à la transparence sur leurs stocks et à signaler suffisamment à l'avance toute rupture d'approvisionnement.

POINTS-MARCHÉ

Les actions européennes profitent de la hausse des cours du brut

Les principales Bourses européennes évoluent en hausse modérée en début de séance lundi, les entreprises du secteur pétrolier profitant de la vive hausse des cours du brut après la décision de l'Opep+ de diminuer sa production.

A Paris, le CAC 40 gagne 0,33% à 7.346,65 points à 07h47 GMT. À Londres, le FTSE 100 prend 0,58% et à Francfort, le Dax recule de 0,03%.

L'indice EuroStoxx 50 est en hausse de 0,13%, le FTSEurofirst 300 de 0,08% et le Stoxx 600 de 0,11%. Ce dernier a pris 0,7% vendredi grâce au reflux des craintes sur le secteur ban-

caire et le ralentissement de l'inflation américaine et en zone euro.

Mais les incertitudes sur les prix refont surface à la suite de la décision inattendue de l'Opep+ de réduire sa production de pétrole, ce qui fait bondir les cours du brut et accroît la probabilité que les banques centrales maintiennent plus longtemps une politique restrictive.

"Quelles que soient les motivations politiques et géopoliti-

ques, le calendrier et l'ampleur de la réduction des quotas de production annoncée par l'Opep dominent la première séance d'avril et du deuxième trimestre", commentent des analystes de Société générale dans une note.

"Les investisseurs tirent immédiatement les conclusions d'une hausse de l'inflation et des complications que cela pourrait entraîner pour les banques centrales dans leur

lutte contre l'inflation", ajoutent-ils.

Le baril de Brent gagne 5,36% à 84,17 dollars celui de brut léger américain 5,39% à 79,75 dollars.

Le secteur de l'énergie profite de ce rebond et prend 3,68%. Shell, BP et TotalEnergies avancent de 3,9% à 4,34%.

À l'inverse, les valeurs du transport aérien sont pénalisées: Ryanair cède 2,82% et Air France-KLM 1%.

Retour au calme sur les marchés financiers

Rebond des marchés d'actions, début de normalisation des marchés obligataires, révision à la baisse du PIB américain... ce qu'il faut retenir de l'actualité cette semaine.

Cette semaine, les marchés financiers ont été relativement calmes, les problèmes bancaires et les craintes de récession ayant été temporairement écartés. SVB et Credit Suisse ont provoqué des inquiétudes sur les effets de contagion qui accompagnent un resserrement monétaire brutal, mais la réponse rapide de la Réserve fédérale américaine (Fed) et d'autres institutions monétaires dans le monde a permis de ramener le calme, du moins pour le moment.

La semaine a été marquée par un retour à la normale après les mouvements de grande ampleur que nous avons observés en réponse aux événements récents. Le climat sur le marché s'est légèrement amélioré, la volatilité des marchés ayant diminué. Les anticipations d'inflation ont augmenté, avec une hausse de celles à 10 ans. Les courbes de rendement pour les États-Unis et la zone euro se sont partiellement aplanies après les mouvements de hausse récents.

Les secteurs financiers, en particulier les banques, ont affiché de belles performances, avec des rendements élevés. Le marché des obligations d'entreprises a rebondi après un élargissement récent des spreads, les principaux segments affichant une progression depuis la semaine passée. Le dollar américain s'est affaibli par rapport à la plupart des devises des pays développés, sauf le yen japonais, qui est impacté par les craintes de récession et les taux à long terme américains.

Les taux de volatilité plus faibles, la confiance accrue dans la Fed et ses mécanismes visant à absorber les chocs, ainsi que l'absence de données critiques ont été des facteurs positifs pour les marchés cette semaine.

Cependant, la forte volatilité macroéconomique et l'incertitude persistante rendent difficile toute anticipation. Tout dépend des chocs et de la réponse à ceux-ci. Dans ce type de situation, on observe une aversion au risque, comme en témoigne la légère révision à la baisse du PIB américain et de la consommation des ménages constatée cette semaine. L'inflation est le principal risque à court terme, car elle peut perturber ce que les banques centrales font généralement lorsque des signaux indiquent une probable récession se manifestant.

CAC40

Proche des records, tiré par TotalEnergies

La bourse de Paris grappille près de 0,4%, autour des 7350 points, à l'approche d'un long week-end pascal : toutes les places d'Euronext seront en effet fermées pour le Vendredi Saint et le Lundi de Pâques, tandis que les marchés américains resteront portes closes vendredi.

Ce matin, l'indice parisien est notamment tiré par TotalEnergies qui s'arroge 4%, sur fond de hausse des prix du pétrole. Le baril de Brent gagne 6%, à 84,6\$, après que l'OPEP a annoncé une baisse surprise de ses volumes de production.

Le rebond boursier de la dernière semaine pourrait être fragilisé par de multiples inconnues qui semblent pour l'instant limiter le potentiel de progression des actions et prendre le pas sur les espoirs 'd'atterrissage en douceur' de la croissance.

'Nous nous attendons à ce que ces préoccupations refluent progressivement et à ce que les banques centrales poursuivent leurs hausses de taux, mais nous reconnaissons également que la visibilité est faible', admettent les équipes des Danske Bank.

Une série d'indicateurs économiques de premier plan seront publiés cette semaine, ce qui pourrait à la fois soutenir le sentiment de marché tout en renforçant les interrogations sur la politique monétaire.

Ce matin, les investisseurs ont pris connaissance des PMI manufacturiers européens. L'indice PMI S&P Global

pour l'industrie manufacturière de la zone euro s'est replié de 48,5 en février à 47,3, affichant ainsi un plus bas de quatre mois en mars et signalant donc une détérioration accrue de la conjoncture dans le secteur.

Ce repli s'explique principalement par une hausse de l'indice des délais de livraison des fournisseurs, qui a atteint un sommet historique. Les composantes de la production, des nouvelles commandes et de l'emploi sont en revanche restées relativement stables.

'La baisse des coûts des fabricants s'est accompagnée d'un ralentissement de la hausse des prix de vente, tendance qui devrait par la suite entraîner une baisse des prix à la consommation', souligne en outre S&P Global.

Outre la publication de l'ISM américain prévu aujourd'hui, sont attendus cette semaine les chiffres de la production industrielle en zone euro ainsi que les chiffres de l'emploi américain.

Sur le compartiment obligataire, les rendements des emprunts d'Etat de référence reculent parallèlement au redressement des actions, ce qui montre que les taux d'intérêt sont proches de leur point d'inflexion.

Le rendement du Bund allemand à dix ans est désormais revenu sous la seuil de 2,30% tandis que son équivalent américain se stabilise autour de 3,50% après avoir dépassé les 4% début mars. Les investisseurs espèrent que la Réserve fédérale américaine confirmera son ton plus accommodant adopté de-

puis la crise bancaire, alors même que l'économie américaine continue de bien résister.

Les investisseurs comptent aussi sur la prochaine saison de résultats du premier trimestre, qui débutera au milieu du mois, pour retrouver un peu d'allant.

Les bénéfices des entreprises américaines du S&P 500 sont attendus en moyenne en baisse de 6,6% sur les trois premiers mois de l'année, selon les données de FactSet, mais leurs prévisions pourraient se révéler bien plus prometteuses.

Dans l'actualité des sociétés françaises, Delfingen a publié un résultat net part du groupe divisé par deux à 8,1 millions d'euros au titre de 2022, pour une marge opérationnelle courante en repli de 1,6 point à 5% et un chiffre d'affaires en croissance de 15% à 417,1 millions.

Atos a annoncé lundi avoir finalisé la vente de ses activités en Italie à Lutech, un fournisseur italien de services et de solutions informatiques, sur la base d'un paiement réalisé à 100% en numéraire.

Enfin, Crédit Agricole Immobilier a annoncé, en fin de semaine dernière, avoir concrétisé l'acquisition de Sudeco, acteur du property management (syndic, gestion locative et technique) et spécialiste de l'immobilier commercial, auprès de Casino Immobilier.

CHINE

Suspension de la cotation en Bourse de la banque China Renaissance

La banque d'affaires privée chinoise China Renaissance, dont la disparition soudaine du fondateur a été très médiatisée en février, est dans l'incapacité de publier ses résultats annuels, ce qui entraîne la suspension de sa cotation en Bourse, a annoncé l'entreprise. China Renaissance est spécialisée dans les investissements dans la tech, un secteur touché ces dernières années par un tour de vis réglementaire des autorités, qui a fait perdre en Chine des milliards de dollars de capitalisation aux entreprises de l'internet.

Le groupe a été fondé par Bao Fan, un important homme d'affaires chinois, injoignable depuis février mais qui «coopère» avec les autorités à une enquête, selon China Renaissance. En son absence, l'entreprise est «dans l'incapa-

cité» de terminer l'audit des comptes et de signer le rapport sur ses résultats annuels 2022, a indiqué dimanche China Renaissance dans un communiqué.

La non-publication des comptes de l'entreprise entraîne la suspension immédiate de sa cotation à la Bourse de Hong Kong où China Renaissance est coté.

Le groupe avait indiqué le 16 février ne pas être «en mesure de contacter (son PDG) Bao Fan». La disparition de l'homme d'affaires de 52 ans laisse craindre une nouvelle vague de reprise en mains du secteur financier par les autorités chinoises.

Le président chinois Xi Jinping mène ces dernières années une croisade contre la corruption, qui a conduit nombre de chefs d'entreprise en

prison, notamment dans le secteur financier et celui des nouvelles technologies.

En 2017, le magnat canadien d'origine chinoise Xiao Jianhua s'était volatilisé alors qu'il se trouvait dans un hôtel à Hong Kong.

Réputé proche de certaines personnalités du pouvoir, l'homme d'affaires avait été enlevé par des agents de Pékin, selon des informations de presse de l'époque.

M. Xiao était au moment de son arrestation l'un des hommes les plus riches de Chine, avec une fortune estimée à 6 milliards de dollars.

Il a finalement été condamné l'an dernier à 13 ans de prison pour fraude.

ACTUELLEMENT EN BETA TEST

Que vaut Bing Image Creator

Microsoft propose depuis mardi une nouvelle intelligence artificielle, génératrice d'images, avec Bing Image Creator. Pour le moment disponible en version bêta via une page dédiée, l'outil sera à terme directement implanté dans Bing et le navigateur Edge. Futura l'a testé.

Dans la foulée de la V5 de Midjourney, voici l'arrivée d'une nouvelle intelligence artificielle (IA) créative avec Bing Image Creator. Comme son nom le laisse supposer, cette nouveauté est liée au moteur de recherche, Bing, de Microsoft. Ce dernier avait déjà embarqué de façon expérimentale, l'IA d'OpenAI début février. Depuis la firme de Redmond a mis le paquet financièrement en investissant massivement dans l'entreprise ayant créé ChatGPT. En retour, et après quelques réglages, son IA fait

désormais corps avec Bing et le navigateur Edge. Avec l'attractivité de cette IA conversationnelle, le moteur de recherche de Microsoft gagne en popularité, ce qui profite également à Edge qui monte en puissance. Désormais, avec Bing Image Creator, Microsoft ajoute une corde supplémentaire à son moteur de recherche et son navigateur. Sous le capot de cet outil que Futura a pu tester, on trouve en réalité les algorithmes de Dall-E. Ce générateur d'image serait en revanche un peu plus musclé selon Microsoft. Le principe reste identique, il faut saisir la description de

l'image que l'on souhaite générer et choisir un style artistique. L'outil affiche alors quatre propositions de créations. Pour utiliser Bing Image Creator, il faut d'abord se connecter à son compte Microsoft et utiliser le navigateur Edge. Il est également nécessaire de s'inscrire au programme bêta de Bing Preview. Après s'être rendu sur la page de l'outil en cliquant ici, nous nous retrouvons face à une page de teinte sombre affichant une sélection de créations par des utilisateurs. L'outil de génération d'images à partir de textes ne comprend que l'anglais pour le moment. Il

s'agit en réalité d'une version de l'IA de Dall-E, l'IA artistique créée par OpenAI. Un générateur d'images bridé C'est en haut de l'écran que la saisie du texte se fait. Pour le moment, l'outil ne comprend que l'anglais. Microsoft indique que d'autres langues vont être ajoutées prochainement. Une fois la demande formulée, l'IA s'active et affiche ses créations. On peut constater que l'étape de la génération est bien plus longue qu'avec Dall-E. Pourtant, l'utilisateur dispose de dix requêtes avec la puissance optimale pour générer les images.

LA FOLLE ASCENSION DE FLOREN-
TAISEL'entreprise familiale qui
a fait du terreau de l'or
noir

Avec l'arrivée des beaux jours, les sachets de graines et accessoires de jardinage commencent à faire leur retour dans les rayons des grandes surfaces et magasins spécialisés. Mais le printemps marque cette année une date très importante pour le leader du terreau en France, à qui l'on doit la vente, sous différentes marques, de près d'un sac sur cinq auprès du grand public. Ce mercredi, l'entreprise Florentaise vient en effet d'annoncer son introduction sur la Bourse de Paris.

La discrète entreprise familiale lancée il y a 50 ans, dont le siège social est installé à Saint-Mars-du-Désert près de Nantes, n'en finit plus de pousser. Avec une croissance fulgurante depuis quelques années, elle a réalisé 57,5 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2022 et vise le double d'ici à cinq ans. « Nous voulons désormais devenir la référence mondiale des terreaux bas carbone, annonce le PDG Jean-Pascal Chupin, 61 ans. Et pour quoi pas, même, le leader. »

Remplacer la tourbe par de l'écorce
de bois

Quand on plonge la main dans l'une des 600 références de terreau, un indispensable pour se lancer dans un potager ou le fleurissement de son balcon, la matière est plus légère et moins sombre qu'attendu. Une caractéristique des produits Florentaise (245 salariés) qui a fait du « terreau sans tourbe » son cheval de bataille, au nom de la réduction de l'impact carbone. « La tourbe, c'est 60 % de la composition du terreau dans le monde. Mais les tourbières, ces zones humides qui détiennent la moitié de la biodiversité, n'occupent que 3 % de la surface du globe, explique Jean-Pascal Chupin. Ces importants réservoirs de carbone sont aujourd'hui fortement détériorés par cette extraction. »

SPARKY

Le robot chien plus vrai que nature

La société chinoise Hengbot a conçu un robot chien qui se déplace et interagit avec son entourage tel un véritable canin grâce à ses membres et son intelligence artificielle perfectionnée.

Si le chien est souvent décrit comme le meilleur ami des humains, adopter un toutou implique aussi de nombreuses corvées. Ramasser les crottes, essuyer la bave, aspirer les poils qui traînent partout... Ceux qui rechignent à accepter les inconvénients mais souhaitent malgré tout une présence canine pourront toujours opter pour Sparky. Développé par la start-up chinoise Hengbot, ce chien robot peut courir, sauter ou encore effectuer des figures tel un vrai cabot, explique le média Robotics and Automation News. Il serait le premier automate canin au monde à disposer de membres « musculo-squelettiques », qui lui permettent de se déplacer de manière plus fluide que d'autres robots du même type, selon son

constructeur. Ainsi, ses jambes possèdent trois degrés de liberté qui disposent chacun d'une position, d'une vitesse, d'une accélération, d'une température, d'une tension, d'une rétroaction de courant et d'une protection indépendantes.

Système d'alimentation modulaire

Sa caméra et son microphone intégrés, associés à son IA, lui permettent d'interagir avec les gens qui l'entourent en répondant à leurs ordres par exemple. Il peut aussi être contrôlé via une application ou une télécommande. Son autonomie est de 50 minutes et son système d'alimentation est modulaire, ce qui permet de le mettre à jour « tout comme si vous remplacez le moteur d'une voiture », explique Hengbot.

BARD, LE CHATGPT DE GOOGLE

Il est (enfin) ouvert à tous... ou presque

Google vient d'annoncer l'ouverture de son chatbot Bard au grand public, dans l'espoir de contrer ChatGPT et Bing Chat. Un lancement toutefois limité au Royaume-Uni et aux États-Unis, et pour lequel il faudra s'inscrire sur liste d'attente.

Depuis l'ouverture au public de ChatGPT, les nouvelles dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA) se multiplient à grande vitesse. Pour les concurrents, il est donc crucial de ne pas se laisser distancer. Google avait annoncé son propre chatbot Bard dans la précipitation. Le lancement la semaine dernière de GPT-4 et de la nouvelle version de ChatGPT a certainement forcé la main à Google, qui a désormais ouvert l'accès à Bard au grand public. Son fonctionnement est similaire à ChatGPT : écrivez une requête en langage naturel, et vous recevrez une réponse rédigée. L'IA est basée sur LaMDA, le grand modèle de langage (LLM) de Google, ce même modèle à l'origine d'une affaire insolite l'année dernière, quand un des ingénieurs qui travaillait dessus avait déclaré que le chatbot avait développé une conscience. À l'inverse de ChatGPT et de sa base de données arrêtée en septembre 2021, Bard est à jour et a accès au Web. Cette fois,

la firme prend ses précautions et met en avant le risque d'erreurs, et va même jusqu'à fournir un exemple précis où l'IA se trompe sur le nom d'une plante.

Un lancement en anglais et sur liste
d'attente

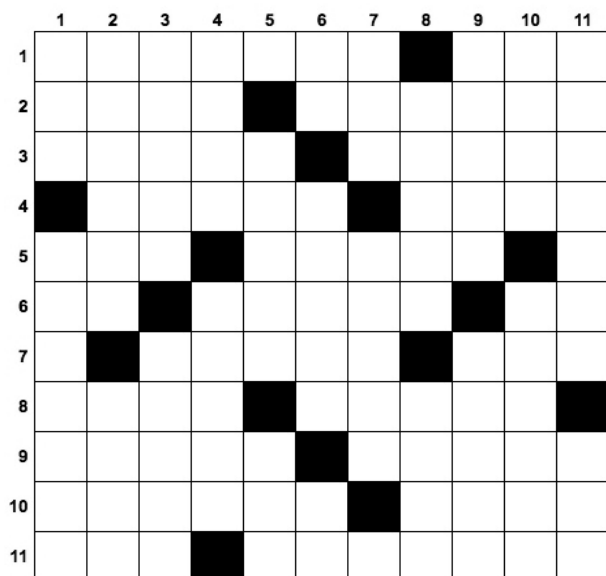
Cependant, Google Bard est plus limité que son concurrent. L'IA n'est pas capable de produire du code, alors que les applications et sites créés avec ChatGPT se multiplient (comme le jeu Sumplete, par exemple, inspiré du sudoku). Il s'agit néanmoins d'une fonctionnalité prévue à l'avenir, tout comme des « expériences multimodales », autrement dit la possibilité d'interagir autrement qu'avec du texte, par exemple avec des images, du son ou des vidéos. Malgré un lancement public, Bard n'est pas encore accessible à tous, ce qui montre à quel point Google est frileux et aurait sans doute voulu attendre encore un peu. Les utilisateurs doivent être majeurs, et le chatbot n'est accessible qu'en anglais et uniquement depuis le Royaume-Uni ou les États-Unis (ou en utilisant un VPN). De plus, il faudra s'inscrire sur liste d'attente. Google souhaite toutefois ajouter plus de pays et de langues à l'avenir.

Google avoue que son IA Bard
n'était pas du tout prête à être
publiée

Après une présentation ratée de son chatbot Bard, la valeur en bourse de Google a perdu 9 %. Le lancement précipité a été vivement critiqué par les employés de la firme, et même le président du conseil d'administration de la maison mère a jugé que l'IA n'était pas prête...

Dure semaine pour Google, plombée par l'intelligence artificielle. Alors que Microsoft était sur le point d'annoncer l'intégration de ChatGPT d'OpenAI dans son moteur de recherche Bing, Google ne pouvait plus attendre et a dévoilé son propre chatbot, Bard, en début de semaine dernière. Cependant, la firme s'est trop précipitée, et doit faire face aux conséquences.

Dans une vidéo de présentation, l'IA a commis une erreur en attribuant au télescope spatial James-Webb la première photo d'une exoplanète (le JWST est toutefois le premier à prendre une photo d'une exoplanète dans le moyen infrarouge). Une erreur qui a coûté cher à Google puisque sa valeur boursière a chuté de 9 % en une journée, soit une perte de 100 milliards de dollars.

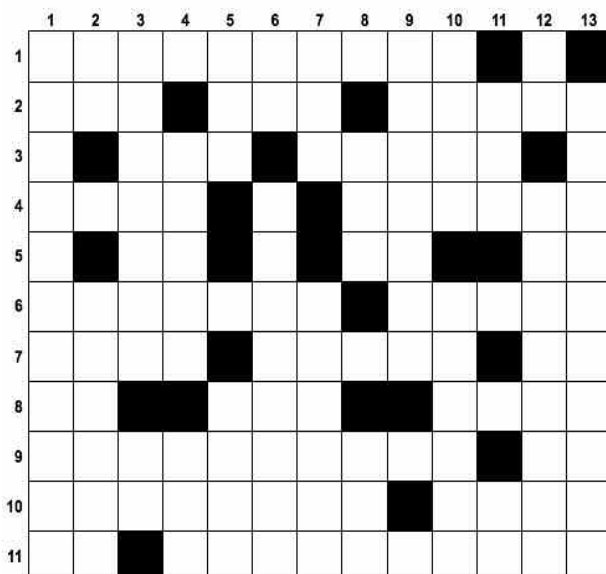


Horizontalement

1 Mener droit à la jambe de bois!- Rempli de noeuds ou de malices.2 Tous les arrêts réunis !- Alcoolisera son chagrin.3 Appellation d'origine contrôlée.- Se servir du 9v-2.
4 Hurler parfois.- Met à mal la virgule.5 Une offre qui impose l'échange.- Annoncent une dissolution, voire une destruction!6 Le D de Guido.- Ils ont des corps de cochon.- Par la bouche, brièvement!7 Cour de la Casbah.- Niveau de jauge du sannyasin!8 Le fils d'Anatole.- Élément du quartier des mineurs.9 Assurer un bon rapprochement.- Me prends pour Cézanne.10 Signal de départ.- Fait le tour de la chambre.11 Flotte au-dessus de la crème.- Réduire le candi.

Verticalement

1 Trois cardinaux pour un Dieu.- Fort clair en effet!2 En pince pour des vaisseaux.-
A doublé un acteur.3 Impressionnante pour Perdita.- Indispensable à l'autostoppeur.
4 A carrément mit de côté!- Représentatif d'un grand nombre!5 Juge, éclaire, ou ne brille pas.- Un subjonctif marrant.6 N'est pas supérieure aux instituteurs.- Séquence de film.- Pattes de coing.7 Manche avec un mort.- Primeur de canard.8 Airs marins.- Son abîme est plombé!9 Palindrome de genres.- Allonge au bout.10 Palmier à la noix.- Comme la feuille du précédent.11 Danseur canadien.- Ce n'est pas forcément acide.

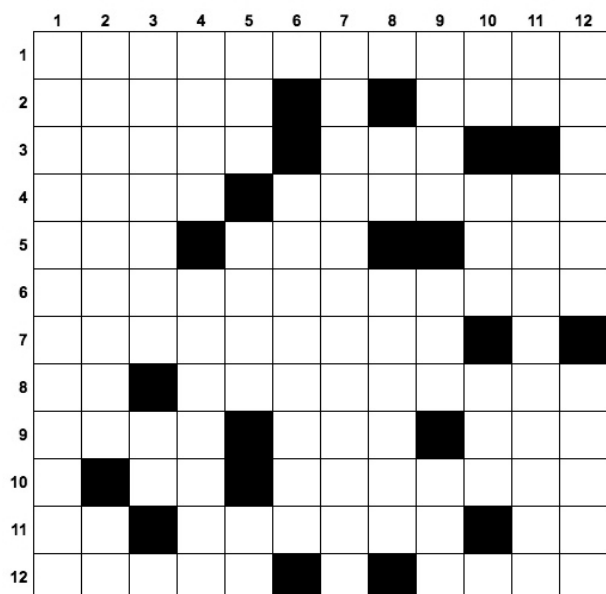


Horizontalement

1 [Le cuir est son domaine].2 En avant !- Piécette.- Entoure la grande ville.
3 Fut apte.- Qui s'y frotte s'y pique.4 Vallées inondées.- Peau de l'arbre.
5 Roulement de tambour.- Adverbe de lieu.- Petit cours.6 Utilisateurs.- Vagabonder.
7 Cime.- Prénom de Manaudou.- 3ème note.8 Dans le coup.- Larcin.- Existences.
9 [Décorateur de vitrines].- Hors de portée.10 S'amusera.- Finauderie.11 Pronom réfléchi.- [Ils ne font plus un tabac].

Verticalement

1 [Ils nous sortent leurs tripes].2 Alternative.- Humée.
3 Retapât.- Argent du labo.4 Emploi.- Shoot aérien.5 Ancienne armée.- Coûté.
6 Drame japonais.- [Sa règle d'or est d'être réglé].7 Dévêtue.- Maculera.
8 Hareng en caque.- Arbre d'Inde.9 [Petit commerçant alimentaire].
10 Ville du Nevada.- Dos.11 Transport parisien.- Do.
12 Expression de joie.- Laitéuse.
13 [Ils nous font part de leurs pensées].



Horizontalement

1 Amoureuse d'un Abbé.2 Se laisse abriter au risque de passer pour une bille.- La belle Emilienne.3 Il n'a qu'à s'écraser pour éviter les liaisons dangereuses.- Sans voix.4 Faisait preuve de verve quand il avait le barreau.- A la limite, il peut nous tenir à l'oeil, pas plus!5 Anti-occident.- Pour mettre du choeur à l'ouvrage.- Son roman chante la Normandie.6 Croisière à quai pour le bonheur des dames.7 Faisons la barbe.8 Patron pour un jour.- Pas urbaines mais pas forcément rurales.9 Saint de la joie.- Lumières de la ville.- Donc voulut?10 Après guerre, avant paix.- Puante, pourtant personne ne peut la sentir.11 Divinité rayonnante.- Aspirateur à eau.- Article d'importation.12 Il met le fa tout près du sol.- Inspirateur du peuple.

Verticalement

1 Viennoise qui est devenue une célèbre femme d'affaire.2 Bien faisante.- Se hâte lentement.3 Savoir d'où elle vient, c'est pour elle une question de bon sens.- Presqu'île.4 Enlevées.- Guère ceintes.5 Un peu trop basse.- Bleue à Broadway ?- Cet article est made in France.6 Pas forcément courageux.7 Tour du savoir.8 Agrément du Sud.- Signifiant insignifiant.9 Chasseur d'espions.- Ne tirez pas sur lui.- Si ce n'est lui, c'est donc sa soeur.10 Premier cours de France.- Sommet corse.- Objet olfactif de tout petit.11 Pour Porthos et pour tous.- Ont foison de toison.12 Finit généralement avec des ardoises!- Sans bouger, elle fait pourtant de sacrées bornes !

DACIA SPRING (2023)

Pourquoi le petit SUV électrique cartonne-t-il autant ?

Le nouveau Renault Espace, prévu pour le 28 mars 2023, est en fuite sur internet et ne laisse plus aucun doute sur sa filiation avec son petit frère Austral.

Avec plus de 108 000 commandes depuis 2021, le Dacia Spring connaît un joli succès commercial qui repose sur un cocktail de différents ingrédients. Retour sur la recette magique du SUV compact électrique.

Révélaté au printemps 2021, le Dacia Spring a déjà séduit plus de 108 000 clients. Un succès, en grande majorité auprès des particuliers (3 sur 4), qui se confirme mois après mois.

En 2022, 48 900 exemplaires du Spring ont été écoulés, soit une croissance de 75 % par rapport à 2021, devant ainsi le 3ème véhicule électrique le plus vendu à des particuliers en Europe.

Outre la version classique, et dans la foulée du restylage Extreme, Dacia dote sa gamme Spring d'une variante Cargo à destination des professionnels. Celui-ci se passe de banquette arrière pour un volume de charge de 1 000 litres. Le Dacia Spring Cargo peut emporter plus de 350 kg de charge tout en gardant une autonomie identique à la version classique de 230 km (WLTP mixte), et pouvant aller jusqu'à 305 km (WLTP urbain).

DACIA SPRING (2023) : UN POIDS-PLUME

Le Dacia Spring, mu par une motorisation Electric 45 (masse à vide 970 kg) ou Electric 65 (975 kg), est le seul véhicule 100% électrique du Top 20 européen pesant moins d'une tonne.

En tant que voiture dite « compacte », sa batterie de 188 kg consomme moins de ressources pour être fabriquée. Le moteur consomme ainsi moins d'énergie pour fonctionner en comparaison d'un véhicule électrique lourdement chargé.

DACIA SPRING (2023) : UN NOUVEAU MOTEUR

Avec le lancement de la finition Extreme du Spring, Dacia a récemment inauguré un nouveau moteur Electric 65 (65 ch

/ 48 kW). Associée à un nouveau réducteur spécifique (dé multipliant le couple transmis aux roues), cette nouvelle motorisation apporte plus d'accélération et de reprises avec une autonomie est de 220 km (WLTP Mixte) et 305 km en cycle urbain.

DACIA SPRING (2023) : MULTI-USAGE

Selon les données utilisateur récoltées par Dacia, le Spring répond aux nombreux besoins de sa clientèle. Ainsi, le kilométrage quotidien moyen du SUV compact est de 31 km, 68 % des utilisateurs parcourant moins de 30 par jour.

Une charge complète de la batterie est capable de couvrir le kilométrage hebdomadaire, même si en pratique les comportements de recharge sont plus fréquents. Pour le nombre de trajets par jour, il s'élève à 5,4 en moyenne.

Acheté initialement comme une deuxième voiture du foyer, le Spring s'impose à l'usage comme le moyen de transport principal en semaine de 90 % des foyers multi motorisés qui l'ont choisi.

Au mois d'août 2022, l'organisme Green NCAP a attribué la note maximale de 5 étoiles au Dacia Spring. Une évaluation basée sur plusieurs critères comme l'impact du véhicule et de son utilisation sur la qualité de l'air, le réchauffement climatique ainsi que son efficacité énergétique. Plus tôt cette année, le 2 février, le même organisme a décerné le titre de Best Car Green NCAP 2022 au Spring. Enfin, l'ultime critère en faveur du Spring est inévitablement ses tarifs. Bien que plus cher que ses homologues Duster, Jogger (notre dernier essai du 7 places) et Sandero du fait de ses technologies embarquées, le Spring demeure toutefois le modèle d'entrée en matière de véhicule électrique à moins de 13 000 euros (bonus écologique déduit).

DACIA JOGGER HYBRID (2023)

Au volant du « vaisseau » à 7 places

premier des deux moteurs électriques, c'est celui-ci, de 49 ch, qui assure le lancement et peut, selon la charge de la batterie, se débrouiller seul sur quelques mètres. Jusque-là ce n'est que calme, douceur et volupté ! C'est plaisant en ville ou en milieu périurbain, ce qui, pour rappel, n'est toutefois pas le terrain de jeu idéal du Jogger avec ses 4,55 m de longueur. Le tableau se fissure quelque peu

quand le 4 cylindres 1.6 de 91 ch entre en scène.

Rien de réhabilitaire pour autant, ce petit moteur n'étant pas trop sonore et même plus rond que le 3 pattes des autres Jogger. En outre, les transitions de fonctionnement de l'ensemble hybride sont dans l'ensemble assez fluides et transparentes pour le conducteur, sauf... lors de fortes sollicitations de puissance.

Porsche veut réellement garder le moteur thermique vivant avec l'e-fuel

Porsche espère que plus de 80% de ses ventes seront destinées aux véhicules électriques, laissant tout de même de la place à certains modèles thermiques. Le nouveau directeur général de Porsche, Oliver Blume, reste attaché au développement de carburants synthétiques. Il ne pense pas que cela entre en conflit avec leurs vastes plans d'électrification mais que les deux peuvent cohabiter.

Des chercheurs ont mis au point un moyen de fabriquer de l'hydrogène vert, moins cher et plus économe en énergie, en utilisant de l'eau de mer !

UN AVENIR ÉLECTRIQUE

Porsche a récemment présenté ses résultats financiers, excellents, et annoncé vouloir augmenter ses tarifs de façon notable dès cette année.

Lors de cet événement, alors qu'il s'adressait à des membres de la presse, Oliver Blume a déclaré que le débat sur les e-carburants était « émotionnel » et a noté que c'était le seul moyen de décarboner le moteur à combustion interne.

Porsche est par ailleurs accusé d'être à la manœuvre derrière le revirement de l'Allemagne concernant l'interdiction des thermiques en 2035.

« Nous pouvons ajuster la politique fiscale pour rendre les e-fuels moins chers... la politique devrait soutenir les investissements pour rendre les prix plus attractifs », a déclaré Blume.

« Ça vaut le coup. Je ne connais aucune autre possibilité de décarboner les voitures à moteur à combustion. »

Le directeur financier de Porsche, Lutz Meschke, a souligné l'importance des carburants synthétiques et de l'électrification lors de la conférence de presse annuelle de la marque.

Il a noté que Porsche prévoit toujours que plus de 80% de ses ventes de voitures neuves soient constituées de VE d'ici 2030. Cela commencera avec le Macan EV qui sera suivi des 718 EV puis du Cayenne tout électrique.

Il a également confirmé des informations selon lesquelles Porsche développe un nouveau SUV électrique qui viendra se placer au-dessus du Cayenne.

MAIS PAS UNIQUEMENT

Alors que Porsche prévoit que les véhicules électriques constitueront la majorité de ses ventes à l'avenir, il n'est pas disposé à laisser mourir le moteur à combustion interne.

ZEEKR confirme une nouvelle berline pour l'Europe pour 2024

La marque chinoise Zeekr annonce l'arrivée, pour fin 2023, d'une berline de luxe 100 % électrique sur le marché européen.

Geely est un groupe tentaculaire, possédant de nombreuses marques et partageant ses plateformes avec des marques historiques.

Zeekr, une de ses marques de luxe, au côté de la nouvelle marque Galaxy, annonce l'arrivée d'une berline qui sera lancée en Europe dès cet hiver. La marque chinoise lancera un nouveau modèle tous les six mois dans le cadre d'un plan d'expansion qui vise 650 000

ventes par an d'ici 2025, a déclaré mardi le PDG An Conghui aux journalistes et analystes lors de la présentation des résultats.

L'expansion en Europe d'ici la fin de 2023, et aux États-Unis en 2024, aidera le constructeur à se développer, a déclaré An. « Zeekr est un produit bien établi en Chine mais qui va se développer rapidement sur les marchés internationaux, ce qui est notre objectif initial », a-t-il ajouté.

L'an passé, 71 941 exemplaires du break Zeekr 001 ont été vendus en Chine. « D'ici 2025, nous aurons huit modèles pour

atteindre 650 000 unités. Nous pensons que cela est réalisable ».

Zeekr vend actuellement les 001 et 009 sur le marché chinois, et les livraisons du nouveau SUV compact Zeekr X, récemment présenté, débiteront au troisième trimestre. La nouvelle berline, nom de code CS1E (pour « berline compacte électrique de première génération »), devrait être plus longue que la X et vise clairement à concurrencer la Tesla Model 3.

Si ce n'est cette berline, qui viendra bien sur le vieux continent, les 001 et X de-

vraient également poser leurs roues sur quelques marchés européens.

La 001 devait initialement être un nouveau modèle pour Lynk & Co, qui a récemment dévoilé la 08, mais Geely a décidé que le modèle était suffisamment haut de gamme pour créer une nouvelle marque pour son lancement en 2021. La berline Zeekr utilisera la plateforme SEA de Geely, qui sous-tend plusieurs autres véhicules électriques chez Smart telle la #1 ou Polestar par exemple avec sa nouvelle 2 BST 230, Lotus etc.

La Chine détient 84,7% de la dette bilatérale du Nigeria

L'ensemble des emprunts contractés par Abuja auprès de Pékin sont des prêts concessionnels avec des taux d'intérêt de 2,50 % par an, une durée de remboursement de 20 ans et une période de grâce de 7 ans. Les emprunts contractés par le Nigeria auprès de plusieurs banques publiques chinoises ont plus que triplé entre juin 2015 et décembre 2021, faisant passer la part de Pékin dans la dette bilatérale de ce pays d'Afrique de l'Ouest à 84,7%, selon des données publiées, ce lundi 3 avril, par l'Office nigérian de gestion de la dette (DMO). Le stock de la dette du Nigeria auprès de l'empire du Milieu est passé de 1,39 milliard de dollars au 30 juin 2015 à 4,29 milliards de dollars au 31 décembre 2022, a-t-on précisé de même source..

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie **Eco**

Mardi 04 Avril 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

GESTION DE L'EAU

Lancement d'une campagne de sensibilisation pour un usage rationnel

A lors que la sécheresse frappe aux portes des pays de la méditerranée dont l'Algérie, la sensibilisation quant à l'utilisation rationnelle de l'eau est de mise. Une campagne est justement lancée par l'Agence nationale de gestion intégrée des ressources en eau (AGIRE). Plusieurs activités sont au programme de

l'année en cours de l'Agence dont l'objectif pour une prise de conscience sur l'importance de l'eau et inciter les usagers à l'utilisation rationnelle de l'eau. Lors de cette campagne on utilise ce qu'on appelle « les classes d'eau ». Une méthode qui consiste à toucher chaque année 60 milles enfants, les femmes au foyer et les

écoles coraniques en période du ramadhan. « Nos collaborateurs ciblent ces milieux dans leurs sorties afin de toucher ces usagers regroupés dans les écoles coraniques et aux foyers », indique Mme Sabrina Adda, chargée de communication au micro de Hamid Belkassam, de la chaîne 3 de la Radio Algérienne.

Chronique Eco d'Anouar El Andaloussi

Les enjeux sécuritaires reviennent en force avec la crise sanitaire et la crise ukrainienne. Mais attention, il s'agit de nouveaux types de sécurité. La sécurité alimentaire, la sécurité énergétique, la sécurité hydrique, la sécurité numérique entre autres.

Les pays se retournent vers leurs territoires, leurs ressources naturelles, leurs potentiels technologiques, etc... La mondialisation s'essouffle, les marchés mondiaux s'emballent, le système de Bretton-Woods n'est plus crédible. Le retour des nationalismes en économie se renforce. Les IDEs sont en chute dans plusieurs secteurs. La méfiance s'installe, ce qui n'est pas de nature à donner de la confiance aux investisseurs. La faillite de 3 banques américaines et d'une banque suisse en est un signal fort, malgré les explications données par les banques centrales et les responsables politiques de ces pays. Premier enjeu planétaire, l'alimentation préoccupe tous les pays, riches ou pauvres. En effet, « comment nourrir plus d'êtres humains » est loin d'être une préoccupation récente, mais ce n'est qu'au 20e siècle que la question est traitée dans une perspective internationale plutôt que locale. La révolution verte mise en place dans les années 60 disait vouloir y répondre par une intensification de l'agriculture, particulièrement dans des pays densément peuplés ; maximisation de la production de variétés de céréales à haut rendement, mécanisation des procédés, utilisation d'engrais et de pesticides de synthèse... Le milieu agricole s'est vu poussé vers l'adoption de nouvelles pratiques, soutenues par de nombreuses politiques publiques. Cette nouvelle productivité s'est accompagnée d'une augmentation des échanges commerciaux : les aliments

Les enjeux d'aujourd'hui, des crises de demain

servent de moins en moins à nourrir les populations qui les produisent et sont plutôt destinés à l'exportation. Nous avons assisté à l'émergence d'un système alimentaire mondialisé. Avant même d'atteindre les objectifs attendus de cette mondialisation (nourrir toute la population mondiale à des coûts/prix raisonnables), on songe déjà à retourner vers la recherche de l'autosuffisance alimentaire dans un pays ou dans une région donnée. Le concept d'autonomie alimentaire est parfois confondu avec l'autosuffisance alimentaire. Ce dernier terme désigne « la capacité d'un pays à satisfaire les besoins alimentaires de la totalité de sa population à partir de sa propre production ». L'autosuffisance alimentaire ne peut être réaliste dans aucun pays. Alors le besoin d'échanger avec les autres est toujours présent. Sauf, que l'équation devient plus complexe, car la population augmente et les conditions d'augmentation de la production se durcissent (eau, sécheresse, érosion des sols, changement climatiques, inondations...). Chacun cherchera à trouver l'équilibre de son alimentation au niveau national ou dans la proximité immédiate. Des déséquilibres régionaux vont apparaître, particulièrement pour certains produits considérés comme stratégiques en raison de leurs volumes de consommation (céréales et blés en particulier). Deuxième enjeu planétaire aussi, la question de l'eau est réellement préoccupante, en raison des usages multiples pour lesquels elle est destinée (consommation directe, agriculture, élevage, industrie, énergie, foresterie, ...). Source de croissance économique, d'écosystèmes florissants et de vie, l'eau est cruciale pour la bonne santé des populations et de la planète. Pourtant, plus de 2,3 milliards de personnes sont privées d'eau potable. La crise mondiale de l'eau menace aujourd'hui le développement. Le coût économique

mondial de l'insécurité hydrique est estimé à près de 500 milliards de dollars par an (estimation de la Banque Mondiale). L'aggravation des sécheresses et des inondations due au changement climatique et à l'explosion démographique ne fait qu'exacerber le problème. Mercredi dernier, c'était la Journée mondiale de l'eau, l'occasion pour certains de se rappeler qu'ils ont de la chance d'avoir de l'eau courante. En Algérie, les ressources en eau sont destinées à plus de 65% à l'agriculture, ce qui montre l'importance du défi à relever pour soutenir la sécurité alimentaire. Les châteaux d'eau de l'Afrique (le Fouta-Djalon en Guinée alimente les fleuves de l'Afrique de l'Ouest, Sénégal, Gambie, Koliba...) distribuent de l'eau à des millions d'habitants ; on constate déjà leur limite. Dans la région des lacs et dans le plateau éthiopien, les guerres et la surexploitation menacent les équilibres entre les besoins de pays dits sources et les pays dits de passage. L'Egypte est menacée par la mise en exploitation du barrage hydroélectrique éthiopien « la Renaissance ». Au Maghreb, région fortement affectée par le stress hydrique, la situation est réellement préoccupante. La Guerre de l'eau a commencé dans plusieurs régions du monde (Afrique de l'Est, Sahel, Asie, Moyen Orient...). Les menaces qui pèsent sur notre système alimentaire et celui de l'Eau nous invitent à réfléchir. La création (mars 2023) d'une Agence Nationale de Dessalement d'Eau de mer, augure-t-elle d'une prise en charge du problème. Cette dernière doit être dotée en ressources financières, technologiques et humaines conséquentes pour devenir l'instrument pivot de la politique de l'eau en Algérie. Aujourd'hui, le problème dépasse largement les compétences et les capacités d'une Agence. Face à ces enjeux, il ne s'agit pas uniquement de programmer des ac-

tions, aussi pertinente soient elles, mais il s'agit surtout de DÉFINIR UNE VISION COLLECTIVE, GLOBALE, TRANSVERSALE et A LONG TERME. Quelques extraits d'un rapport (2023) de l'université de Montréal, qui résume bien la démarche qu'il faut suivre : « Défi alimentaire, Comment accélérer ensemble la transition socio-écologique du système alimentaire d'ici 2040 ? ». Une approche prospective, qui permet d'explorer une diversité de futurs possibles en dehors des dynamiques actuelles, semble tout indiquée pour relever ce défi. « Cette approche permet de se détacher momentanément du présent et d'anticiper l'avenir, dans le but de se doter d'une vision pour le futur ». Face à des bouleversements écologiques sans précédent, à une prise de conscience des injustices sociales et à l'anxiété que cela génère, un tel exercice se révèle essentiel, car il nous donne la permission de rêver à un avenir meilleur et de mobiliser nos forces pour agir collectivement et dans la même direction. « La définition d'une vision facilite le passage à l'action, car elle implique de parvenir à une destination commune tout en respectant un objectif de temps. Dans le cadre de notre méthode, la vision établit des principes clés permettant d'identifier une direction sur un horizon de 20 ans, sans être trop précise ni impérative, afin de rester à l'échelle d'un système et d'éviter de devenir obsolète. L'avenir étant par nature incertain, il est essentiel de garder une marge de manœuvre pour s'ajuster en chemin, tout en gardant le cap. C'est pourquoi développer une vision collective du futur est si pertinente : pour éviter une addition sans réelle cohérence et perspective à long terme de solutions réfléchies en silo. Une destination choisie ensemble, ce n'est plus un simple point d'arrivée, c'est un point de rendez-vous. »